

NADOR WEST MED (NWM)

BANQUE EUROPEENNE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT (BERD)

Plan de Participation des Parties Prenantes

Version: V004

Mars 2015

Préparé par SE Solutions (Pty) Ltd

Préparé pour: BERD
Préparé par: SE Solutions (Pty) Ltd
Suite 51 - Postnet Centurion
Private Bag X108
Centurion – South Africa
Tel: +27 12 643 0190
Mobile: +27 82 903 9751
Email: sean@sesolutions.co.za
Web: www.sesolutions.co.za

TABLE DES MATIERES

1. INTRODUCTION.....	5
1.1 Objet du présent document.....	5
1.2 Localisation du Projet.....	5
1.3 Description sommaire du Projet.....	7
2. CONTEXTE REGLEMENTAIRE.....	9
2.1 Législation marocaine applicable concernant l'information du public	9
2.1.1 Vue générale.....	9
2.1.2 Réglementation des études d'impact sur l'environnement	9
2.1.3 Réglementation de l'expropriation	11
2.2 Normes Internationales Applicables au Projet	11
2.2.1 Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement.....	11
2.2.2 Autres éléments de Bonne Pratique Internationale	13
2.3 Principales disparités entre la réglementation marocaine et EP 10 de la BERD	13
3. IDENTIFICATION DES PARTIES PRENANTES.....	15
3.1 Principes de classification des parties prenantes	15
3.2 Situation de la zone du Projet dans le découpage politico-administratif marocain	15
3.3 Commune Rurale de Iaazzanene	15
3.4 Parties affectées par le Projet.....	17
3.4.1 Personnes affectées par les acquisitions de terrains.....	17
3.4.2 Pêcheurs.....	17
3.4.3 Personnes et groupes affectés par les impacts environnementaux du Projet.....	19
3.4.4 Groupes vulnérables ou susceptibles de connaître des difficultés d'accès à l'information.....	19
3.5 Parties intéressées par le Projet	20
3.5.1 Institutions concernées par l'étude d'impact sur l'environnement.....	20
3.5.2 Institutions administratives concernées par l'expropriation et la réinstallation.....	23
3.5.3 Représentants de l'Etat au niveau local.....	24
3.5.4 Les collectivités locales.....	24
3.5.5 Synthèse	24
3.5.6 Entreprises.....	26
3.5.7 Organes de presse et sites web locaux	26
3.5.8 Organisations de la société civile.....	26
3.5.9 Marocains résidant à l'étranger.....	27
3.5.10 Problématique spécifique des migrants d'Afrique Sub-Saharienne et de Syrie.....	27
3.6 Langues	27
4. ACTIONS DE CONSULTATION ET D'INFORMATION MENÉES PAR LE PROJET.....	28
4.1 Enquête publique relative à l'EIE	28
4.2 Echanges à l'occasion des différentes études menées dans le cadre du projet.....	28
4.3 Réunions tenues par les responsables du projet avec la population, les autorités locales et communales	28

5. PLAN DE CONSULTATION PUBLIQUE	30
5.1 Principes Généraux.....	30
5.2 Outils et Méthodes	30
5.2.1 Réunions publiques d'information et de consultation – Journées Portes Ouvertes	30
5.2.2 Entrevues en face à face	31
5.2.3 Discussions en focus groupes	31
5.2.4 Bureau d'information.....	31
5.2.5 Communiqués de presse et utilisation des mass medias	32
5.2.6 Site web	32
5.3 Plan de consultation publique et de divulgation de l'information.....	32
6. MECANISME DE GESTION DES DOLEANCES ET PLAINTES.....	36
6.1 Types de plaintes et conflits à traiter.....	36
6.2 Mécanisme proposé.....	36
6.2.1 Vue générale.....	36
6.2.2 Principes généraux du mécanisme.....	37
6.2.3 Délais de traitement des plaintes.....	37
6.2.4 Enregistrement des plaintes	39
6.2.5 Comité de médiation	39
6.2.6 Procédure de traitement des plaintes	39
7. MISE EN OEUVRE DU PLAN DE PARTICIPATION DES PARTIES PRENANTES	40
7.1 Responsabilités.....	40
7.2 Moyens.....	40
7.3 Suivi et rapports	40
7.4 Actualisation du présent plan	41
ANNEXE 1 – AVIS DE LANCEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE DANS LA PRESSE LOCALE	42
ANNEXE 2 – PROCES-VERBAL DE LA COMMISSION LOCALE DE L'ENVIRONNEMENT CHARGÉE DE L'ENQUETE PUBLIQUE	44
ANNEXE 3 – VISITE ROYALE DU 3 DECEMBRE 2012 – SIGNATURE DES QUATRE CONVENTIONS REGISSANT LE PROJET – Communiqué de presse DE NWM	47
ANNEXE 4 – MODELE DE COMPTE-RENDU DE REUNION.....	49
ANNEXE 5 – MODELE DE FICHE DE PLAINTES.....	50

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Situation du Projet NWM en Méditerranée Occidentale	5
Figure 2 : Situation du Projet NWM sur la Péninsule des Trois Fourches	6
Figure 3 : Vue schématique de l'insertion du port dans le site.....	6
Figure 4 : Projet NWM et plan parcellaire du voisinage	8
Figure 5 : La commune rurale de laazzanene	16
Figure 6 : Débarcadères utilisés par les pêcheurs dans la Baie de Bétoya.....	18
Figure 7 : Mécanisme de gestion des plaintes.....	38

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Principales disparités entre réglementation marocaine et EP 10	14
Tableau 2 : Données de base concernant les pêcheurs	17
Tableau 3 : Classification des organismes administratifs intéressés par le Projet.....	24
Tableau 4 : Plan de consultation publique et de divulgation de l'information	33

ABRÉVIATIONS

BERD	Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement
BO	Bulletin Officiel
CNEIE	Comité National des Etudes d'Impact sur l'Environnement
EIE	Etude d'Impact Environnemental (au sens de la réglementation marocaine)
EIES	Etude d'Impact Environnemental et Social (au sens de la politique environnementale et sociale de la BERD)
EP	Exigence de Performance
EVP	Equivalent Vingt Pieds
HCEFLCD	Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification
NWM	Nador West Med
PAP	Personne Affectée par le Projet
PDA	Point de Débarquement Aménagé
SEEE	Secrétariat d'Etat chargé de l'Eau et de l'Environnement
SFI	Société Financière Internationale

1. INTRODUCTION

1.1 Objet du présent document

Le présent document constitue le Plan de Participation des Parties Prenantes préparé par SE Solutions pour le projet Nador West Med au Maroc. Ce document couvre les actions de consultation publique et de diffusion de l'information et s'applique au Projet dans son ensemble et dans ses diverses phases d'exécution. Il est préparé en conformité avec la réglementation marocaine et les standards de la BERD applicables au Projet, notamment l'Exigence de Performance 10 (EP10) de la BERD.

1.2 Localisation du Projet

Le projet NWM sera construit dans le site de la baie de Betoia, dans un territoire situé sur la façade Ouest de la péninsule des Trois Fourches à environ 30 km de la ville de Nador (voir Figures 1 et 2 ci-dessous).

Figure 1 : Situation du Projet NWM en Méditerranée Occidentale



Figure 2 : Situation du Projet NWM sur la Péninsule des Trois Fourches

Le site proposé dans la baie de Bétoya offre des caractéristiques physiques (houles, topographie et bathymétrie) favorables à la réalisation d'un port en eau profonde, pouvant recevoir les plus grands navires porte-conteneurs actuels de 16 000 à 18 000 Equivalents Vingt Pieds (EVP). Le site est bien connecté aux réseaux routier, autoroutier et aéroportuaire existants ou projetés à court terme. Il dispose également d'une position maritime avantageuse dans l'ouest de la méditerranée, d'un potentiel important en matière de transbordement des conteneurs, et de la possibilité d'y associer une zone franche et une zone du développement pouvant accueillir des activités logistiques et industrielle.

Figure 3 : Vue schématique de l'insertion du port dans le site

1.3 Description sommaire du Projet

Le complexe portuaire Nador West Med sera constitué de :

- un port en eau profonde doté de capacités importantes pour le transbordement des conteneurs et des hydrocarbures et le traitement spécialisé des produits vrac ;
- une plate-forme industrielle intégrée ouverte aux investisseurs qui sera réalisée sur une zone franche de 1 500 ha, avec éventuellement plus tard une zone de développement supplémentaire¹ d'une superficie d'environ 2 500 ha (en sus du périmètre de la zone franche).

Le port de Nador West Med sera composé des principaux ouvrages suivants (voir figure 3 ci-dessus):

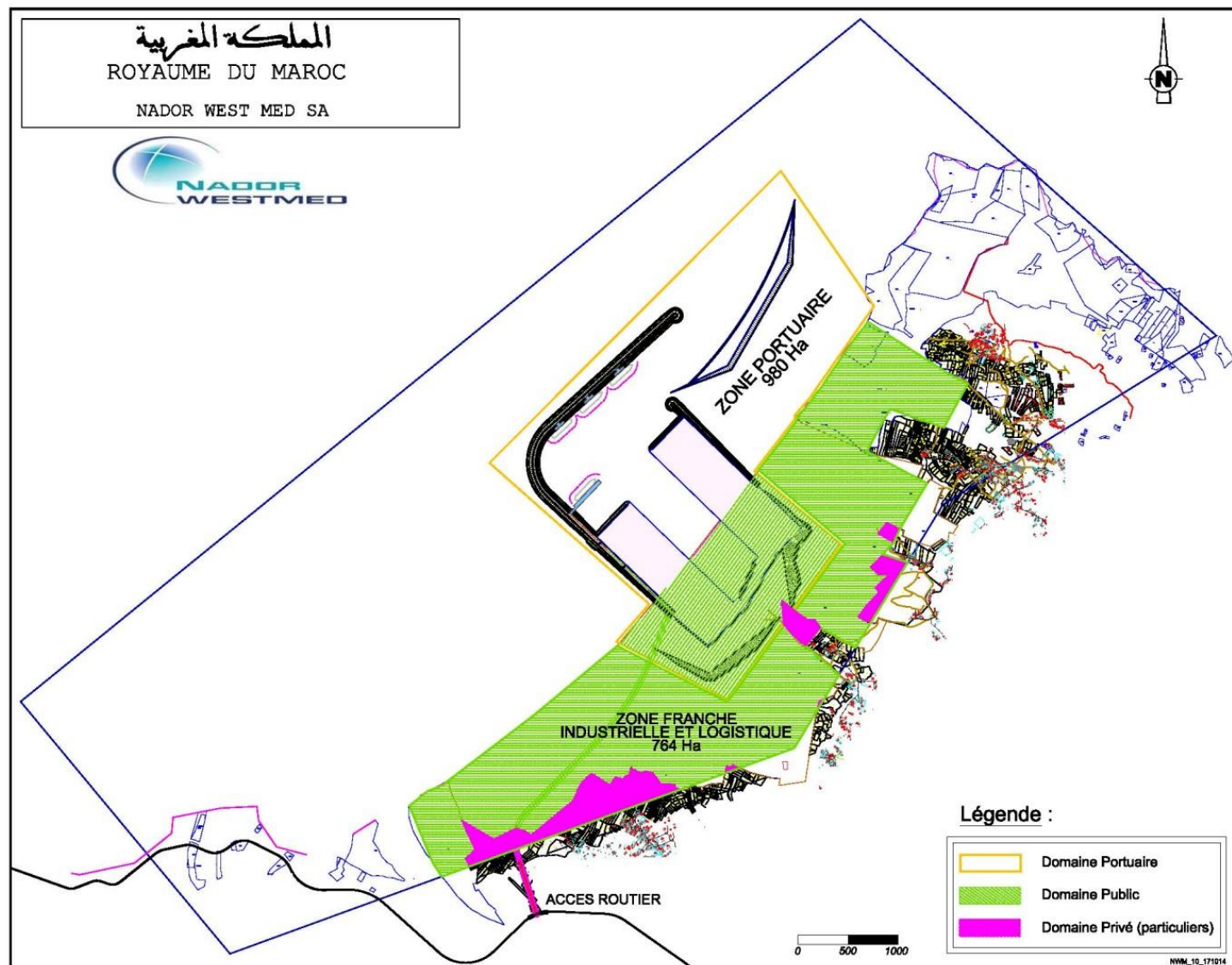
- Ouvrages de protection de 5 400 m de long, qui atteignent des fonds de -35 m, dont digue principale de 4 200 mètres et digue secondaire de 1 200 mètres ;
- Plan d'eau d'environ 250 hectares protégé par les deux digues ci-dessus ;
- Deux terminaux à conteneurs Est et Ouest situés de part et d'autre d'une darse d'une largeur de 500 mètres (terre-plein Est de 76 ha et terre-plein Ouest de 62 ha) ;
- Trois postes pétroliers (1 brut et 2 raffinés), situés le long de la digue principale ;
- Un poste vrac spécialisé ;
- Un quai de service d'une longueur de 360 m ;
- Un chenal pour l'accès nautique au port d'une longueur de 1 400 m, orienté SSO-NNE.

Le montant de l'investissement pour la réalisation des travaux relatifs à ce module est estimé à 10 milliards de dirhams marocains. Il sera financé par les fonds propres de la société à hauteur de 4 milliards de dirhams et par des prêts concessionnels à contracter auprès de bailleurs de fonds à hauteur de 6 milliards de dirhams. Le démarrage des travaux de l'infrastructure de base du port décrite ci-dessus est programmé courant 2015 pour un achèvement vers la fin 2019. L'aménagement de la zone franche devrait démarrer avant l'achèvement de l'infrastructure du port en 2019, et se poursuivre au rythme du développement des projets des investisseurs qui occuperont la zone franche.

L'Etude d'Impact Environnemental et son Résumé Non Technique comportent une description plus détaillée du Projet.

¹ Dont les limites ne sont pas établies dans le détail pour l'instant.

Figure 4 :Projet NWM et plan parcellaire du voisinage



2. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Note : le présent chapitre vise à donner une vue générale des prescriptions de la réglementation applicables au Projet en matière de consultation du public, et non à en fournir une analyse exhaustive. Un examen plus complet de la législation marocaine applicable peut être consulté dans l'Etude d'Impact sur l'Environnement préparée pour le Projet.

2.1 Législation marocaine applicable concernant l'information du public

2.1.1 Vue générale

Dans le cadre d'un projet tel que celui de NWM, qui est d'une part soumis à étude d'impact sur l'environnement, d'autre part doit procéder à des expropriations pour acquérir les terrains nécessaires, les prescriptions de la réglementation marocaine relative à l'information et à la consultation du public sont essentiellement contenues :

- Dans la réglementation relative aux études d'impact (voir § 2.1.2 ci-dessous) ;
- Dans la réglementation relative à l'expropriation (voir § 2.1.3 ci-dessous).

Le présent chapitre ne constitue pas une analyse complète de cette réglementation, mais se concentre sur les prescriptions relatives à l'information et à la consultation, dans le cadre du présent Plan d'Engagement des Parties Prenantes.

2.1.2 Réglementation des études d'impact sur l'environnement

Les prescriptions relatives à la consultation et à l'information du public dans le cadre de la conduite des études d'impact sur l'environnement sont fixées par le Décret n° 2-04-564 du 5 kaada 1429 (4 novembre 2008) « fixant les modalités d'organisation et de déroulement de l'enquête publique relative aux projets soumis aux études d'impact sur l'environnement », pris en application de la loi n° 12-03 relative aux études d'impact sur l'environnement promulguée par le dahir n° 1-03-60 du 10 rabii I 1424 (12 mai 2003).

Les principales dispositions de ce décret sont les suivantes :

- La demande d'ouverture de l'enquête publique est déposée par le pétitionnaire accompagnée d'un dossier comprenant notamment les documents suivants établis en langues arabe et française :
 - une fiche descriptive faisant ressortir les principales caractéristiques techniques du projet soumis à enquête publique ;
 - un projet de résumé non technique de l'étude d'impact, c'est à dire un document clair et compréhensible pour le public des informations et des principales données contenues dans l'étude d'impact sur l'environnement concernée par l'enquête publique, notamment celles relatives aux impacts positifs et/ou négatifs du projet sur l'environnement ainsi que les mesures envisagées pour supprimer, réduire ou compenser les conséquences dommageables du projet sur l'environnement ;
 - un plan de situation désignant les limites de la zone d'impact prévisible du projet.
- L'enquête publique est ouverte par arrêté du gouverneur de la préfecture ou de la province concernée dans un délai ne dépassant pas dix (10) jours ouvrables à compter de la date de la demande.

- La conduite de l'enquête publique est confiée à une commission présidée par l'autorité administrative locale du lieu d'implantation du projet et composée :
 - du ou des président (s) de la commune ou des communes concernées ou de son représentant ;
 - du représentant de l'autorité gouvernementale chargée de l'environnement ;
 - du représentant de l'autorité ou des autorités gouvernementale(s) chargée(s) du secteur concerné par le projet au niveau national ou régional, selon le cas ;
 - de toute personne invitée par le président pour aider la commission dans sa tâche, y compris un expert si jugé nécessaire pour certains aspects particuliers.
- L'arrêté d'ouverture de l'enquête publique doit préciser :
 - la nature du projet, sa consistance et sa localisation ;
 - la population concernée par l'enquête dans la limite de la zone d'impact du projet soumis à l'étude d'impact sur l'environnement ;
 - les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête publique ;
 - le lieu ou les lieux de consultation du dossier d'enquête ainsi que du ou des registre(s) destiné(s) à recueillir les observations et propositions du public ;
 - les noms et qualités du président et des membres de la commission visée à l'article 4 ci-dessus, chargée de la conduite de l'enquête publique.
- L'arrêté d'ouverture de l'enquête publique est porté à la connaissance du public quinze jours au moins avant la date d'ouverture de celle-ci, par sa publication dans deux journaux quotidiens au moins, dont un au moins en langue arabe, autorisés à recevoir les annonces légales, et son affichage dans les locaux de la ou des communes concernées. Cet affichage est maintenu pendant toute la durée de l'enquête publique. En outre, la commission peut recourir à tout autre moyen de communication adéquat, y compris l'audio- visuel, permettant d'informer suffisamment la population concernée de l'objet de l'enquête publique.
- Pendant la durée de l'enquête, le président de la commission doit prendre toutes les dispositions nécessaires permettant à la population concernée de consulter le dossier de l'enquête, au siège de la ou des communes concernées.
- Il met également à la disposition du public un registre pour consigner les observations et les suggestions relatives au projet.
- La durée de l'enquête publique est de vingt (20) jours. A l'expiration de ce délai, la commission élabore le rapport de l'enquête publique sur la base des observations contenues dans le(s) registre(s), et synthétise les observations et propositions formulées par la population concernée au sujet du projet.
- Le rapport de l'enquête publique et le(s) registre(s) sont transmis par le président au président du comité national d'étude d'impact sur l'environnement, ou au président du comité régional de l'étude d'impact concerné dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de clôture de l'enquête publique.

En résumé, la législation marocaine prescrit une enquête publique de 20 jours, durant laquelle la population, préalablement informée par voix de presse et autrement, est invitée à prendre connaissance du dossier, y compris un résumé non technique, et à consigner ses observations dans un registre dont il est tenu compte dans le rapport de la commission d'enquête. A noter qu'il n'est pas prescrit par la réglementation de tenir obligatoirement des

réunions publiques, mais que ceci n'est pas proscrit non plus et demeure possible. En pratique, la plupart des grands projets ne se contentent pas de mettre la documentation du projet à la disposition du public, mais organisent également des réunions publiques d'information et de consultation dans le cadre des enquêtes publiques.

2.1.3 Réglementation de l'expropriation

La réglementation marocaine de l'expropriation est édictée par la loi n°7/81, mise en œuvre par le dahir du 6 mai 1982 et un décret d'application de 1983 qui précise certaines procédures. La procédure est fondée sur une déclaration d'utilité publique, acte administratif qui précise la zone susceptible d'être frappée d'expropriation. Les prescriptions concernant l'information ou la consultation du public sont les suivantes :

- Le décret d'utilité publique signé est publié en arabe et français. La même publication est assurée par l'expropriant, au moins dans deux journaux nationaux, un de langue arabe et l'autre de langue française, autorisés à recevoir les annonces juridiques, avec mention du n° et de la date du B.O. qui assure la diffusion.
- Au siège de la commune de la zone frappée d'expropriation, un affichage intégral dans le placard publicitaire, à la disposition du public, en plus de tout autre procédé d'information au moyen de crieurs publics, dans le souk ou en tout autre lieu approprié

Le second stade de la procédure est l'établissement d'un « acte de cessibilité », qui a pour but de désigner avec précision les limites et la consistance des propriétés immobilières nécessaires à la réalisation. Cet acte doit intervenir dans le délai de deux ans à compter de la date de publication au Bulletin officiel de l'acte déclaratif d'utilité publique et doit faire l'objet des publications imposées par la loi à la déclaration d'utilité publique.

La loi 7/81 stipule également que l'acte de cessibilité doit être précédé d'une enquête administrative et déposé accompagné d'un plan au bureau de la commune où les intéressés peuvent en prendre connaissance et présenter leurs observations pendant un délai de deux mois à compter de sa publication au Bulletin officiel. Les intéressés (propriétaires désignés dans l'acte de cessibilité) doivent notamment faire connaître tous les fermiers, locataires et autres détenteurs de droits sur les immeubles, faute de quoi ils restent seuls chargés envers ces personnes des indemnités qu'elles pourraient réclamer. Les autres tiers sont tenus dans ce même délai, de se faire connaître sous peine d'être déchu de tout droit.

2.2 Normes Internationales Applicables au Projet

2.2.1 Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement

En vertu de son mandat relatif au développement durable (Article 3 de la Convention Etablissant la BERD), la BERD applique à tous les projets qu'elle finance une « Politique Environnementale et Sociale² » qui s'accompagne de 10 Exigences de Performance (EP) présentant les normes applicables dans chacun des 10 principaux domaines environnementaux ou sociaux. L'EP 10 « Divulgaration des informations et participation des parties prenantes » concerne les questions de d'information et de consultation du public. Ses principaux objectifs sont les suivants :

² Cette politique, ainsi que les 10 Exigences de Performance qui l'accompagnent et des notes thématiques, sont disponibles en anglais, français et arabe à l'adresse web suivante : <http://www.ebrd.com/news/publications/policies/environmental-and-social-policy-esp.html>

- définir une approche systématique de participation des parties prenantes aux projets, pour établir et maintenir une relation constructive avec ces parties prenantes, en particulier les populations directement affectées ;
- améliorer les performances environnementales et sociales des projets grâce à la participation des parties prenantes ;
- promouvoir et fournir les moyens d'un échange avec les populations affectées sur les problèmes susceptibles de les affecter, et assurer la divulgation d'informations environnementales et sociales aux parties prenantes du projet
- veiller à répondre aux remarques et plaintes des populations affectées et des autres parties prenantes et à les gérer convenablement.

L'Exigence de Performance 10 définit les principales exigences suivantes :

- Les clients font participer les parties prenantes en mettant à leur disposition des informations utiles, compréhensibles et accessibles, d'une manière culturellement adaptée et sans que soit exercée une quelconque manipulation, ingérence, coercition ou intimidation.
- Les parties prenantes comprennent en particulier les populations locales directement affectées par le projet et d'autres parties prenantes intéressées par le Projet à divers titres.
- La participation des parties prenantes repose sur les éléments suivants : identification et analyse des parties prenantes, planification de la consultation des parties prenantes, divulgation des informations, consultation et participation, mécanisme de règlement des griefs, et compte rendu permanent aux parties prenantes concernées.
- La nature et la fréquence de la consultation des parties prenantes sont proportionnées à la nature et à l'envergure du projet et à ses impacts négatifs potentiels sur les populations affectées, à la sensibilité de l'environnement et au degré d'intérêt du public. Pour adapter la participation aux caractéristiques du client et du projet, il est indispensable que le client identifie les parties prenantes selon les modalités décrites ci-après. Les exigences de la législation nationale concernant l'information et la consultation du public, y compris les lois d'application des obligations du pays hôte aux termes du droit international, doivent toujours être respectées.
- Le client définit clairement les rôles, responsabilités et pouvoirs, et désigne le personnel spécifiquement chargé de la mise en œuvre et du suivi des activités de participation des parties prenantes.

Pour les projets susceptibles de provoquer des impacts négatifs et des problèmes environnementaux ou sociaux, le client élabore et met en œuvre un Plan de Participation des Parties Prenantes qui décrit notamment les points suivants :

- Identification des Parties Prenantes, y compris description de leurs caractéristiques et intérêts principaux ;
- Description détaillée du plan de participation et de diffusion de l'information, y compris méthodes et outils utilisés, approche pour communiquer avec les parties prenantes identifiées pendant la préparation et la mise en œuvre du projet,
- Procédure pour formuler des griefs ;
- Ressources allouées à l'information et à la consultation du public ;
- Modalités de documentation et de suivi de la consultation.

Lorsque la consultation des parties prenantes relève de la responsabilité des autorités publiques compétentes, le client collabore avec ces autorités publiques responsables dans la

mesure autorisée, pour parvenir à des résultats conformes à EP 10. Quand des disparités existent entre les exigences de la réglementation locale et celles de EP 10 (voir analyse ci-dessous section 2.3), le client recense les activités de participation devant compléter le processus réglementaire officiel et, le cas échéant, s'engage à prendre des mesures supplémentaires.

2.2.2 Autres éléments de Bonne Pratique Internationale

Le manuel de la Société Financière Internationale (SFI)³ « Dialogue avec les Parties Prenantes : Manuel des Bonnes Pratiques » présente, outre la substance des exigences de la SFI en la matière, des exemples de bonne pratique tirés de projets réels⁴.

2.3 Principales disparités entre la réglementation marocaine et EP 10 de la BERD

Le tableau suivant présente l'analyse des principales disparités en matière de consultation du public et de diffusion de l'information entre la réglementation marocaine et l'Exigence de Performance 10 de la BERD. Il présente également les mesures à prendre dans le cadre du Projet pour éliminer ces disparités.

³ La Société Financière Internationale est, au sein du Groupe de la Banque Mondiale, l'entité en charge du financement du secteur privé.

⁴ Ce manuel est disponible en français à l'adresse suivante :
http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/topics_ext_content/ifc_external_corporate_site/ifc+sustainability/publications/publications_handbook_stakeholderengagement_wci_1319577185063

Tableau 1 : Principales disparités entre réglementation marocaine et EP 10

Thème	Réglementation marocaine	EP 10	Mesures à prendre par le projet NWM
Plan de participation des parties prenantes	Pas requis par la réglementation des études d'impact sur l'environnement.	Requis par EP10.	<ul style="list-style-type: none"> Préparer un plan de participation des parties prenantes (le présent document) Inclure ce plan dans l'ensemble de documents soumis à la BERD (prévu) Publication du plan localement par NWM et sur le site web de la BERD.
Consultation publique sur l'EIE	La réglementation marocaine des EIE prévoit que la documentation de l'EIE est mise à disposition du public dans les communes (avec notification dans la presse locale) puis qu'une enquête publique est menée pendant 20 jours, mais ne requiert pas de réunions publiques ou consultation similaires. Par contre, il est désormais courant au Maroc que de telles réunions soient organisées pour de grands projets, même si elles ne sont pas strictement requises par la réglementation.	Consultation requise au stade du cadrage (préparation des termes de référence), puis sur la base d'un rapport provisoire d'EIE. Forme de la consultation à la discrétion du projet à condition qu'elle remplisse les conditions générales édictées par EP10. Simple mise à disposition de la documentation sans mesures pro-actives de consultation insuffisante.	<ul style="list-style-type: none"> Documenter les actions de consultation menées dans le passé, notamment consultations préliminaires sur le Projet, optimisation du site du Projet, et enquêtes socio-économiques Organiser des réunions publiques sur l'EIE (prévu et détaillé dans le présent document, voir chapitre 5).
Système d'enregistrement et de traitement des plaintes	Pas de prescriptions spécifiques.	Mise en place d'un système d'enregistrement et de traitement des plaintes requis.	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place le système d'enregistrement et de traitement de plaintes décrit au chapitre 6 du présent document.
Attention particulière aux groupes vulnérables dans les actions de consultation et d'information	Pas de prescriptions spécifiques.	Prise en compte des besoins spécifiques des groupes vulnérables.	<ul style="list-style-type: none"> Faire en sorte que les personnes vulnérables éventuellement affectées par le Projet soient identifiées et puissent faire l'objet d'une communication spécifique si nécessaire Utiliser des méthodes de communication adaptées à tous les groupes sociaux

3. IDENTIFICATION DES PARTIES PRENANTES

3.1 Principes de classification des parties prenantes

En conformité avec la pratique habituelle, les parties prenantes du Projet sont classées en deux catégories :

- Les parties affectées par le Projet, c'est à dire les personnes ou institutions qui sont affectés par l'un des impacts potentiellement négatifs du Projet. Dans le cas présent, il s'agit pour l'essentiel des personnes affectées par l'acquisition des terrains nécessitée par le Projet, et dans une moindre mesure les personnes affectées par les impacts environnementaux potentiellement négatifs identifiés par l'EIE du Projet ;
- Les parties intéressées par le Projet, qui comprennent les agences publiques concernées par les procédures mises en jeu par le Projet, les bénéficiaires du Projet (résidents et entreprises), les organisations non gouvernementales et de la société civile intéressées par le Projet, ainsi que la presse et les mass media.

3.2 Situation de la zone du Projet dans le découpage politico-administratif marocain

Le port et les zones franches et industrielles qui lui sont associées se situent intégralement sur le territoire de la commune rurale de laazzanene (chef-lieu laazzanene centre, qui appartient à la province de Nador (chef-lieu : Nador), elle-même située dans la région de l'Oriental (chef-lieu : Oujda). La commune voisine de Amejjaou sera indirectement et marginalement affectée par la réinstallation de certains pêcheurs, ainsi que par certaines activités en phase de construction dans la mesure où la Rocade Méditerranéenne, principal axe routier de la zone, passe en limite de cette commune. Cette dernière commune se situe dans la province voisine de Driouch (chef-lieu : Driouch) créée en 2009, qui fait elle aussi partie de la région de l'Oriental, la limite entre les deux provinces étant constituée par l'Oued Kert.

La limite entre les deux provinces de Nador et Driouch est constituée par l'Oued Kert, qui débouche dans la mer Méditerranée à environ 3 km au sud-ouest du site du port NWM.

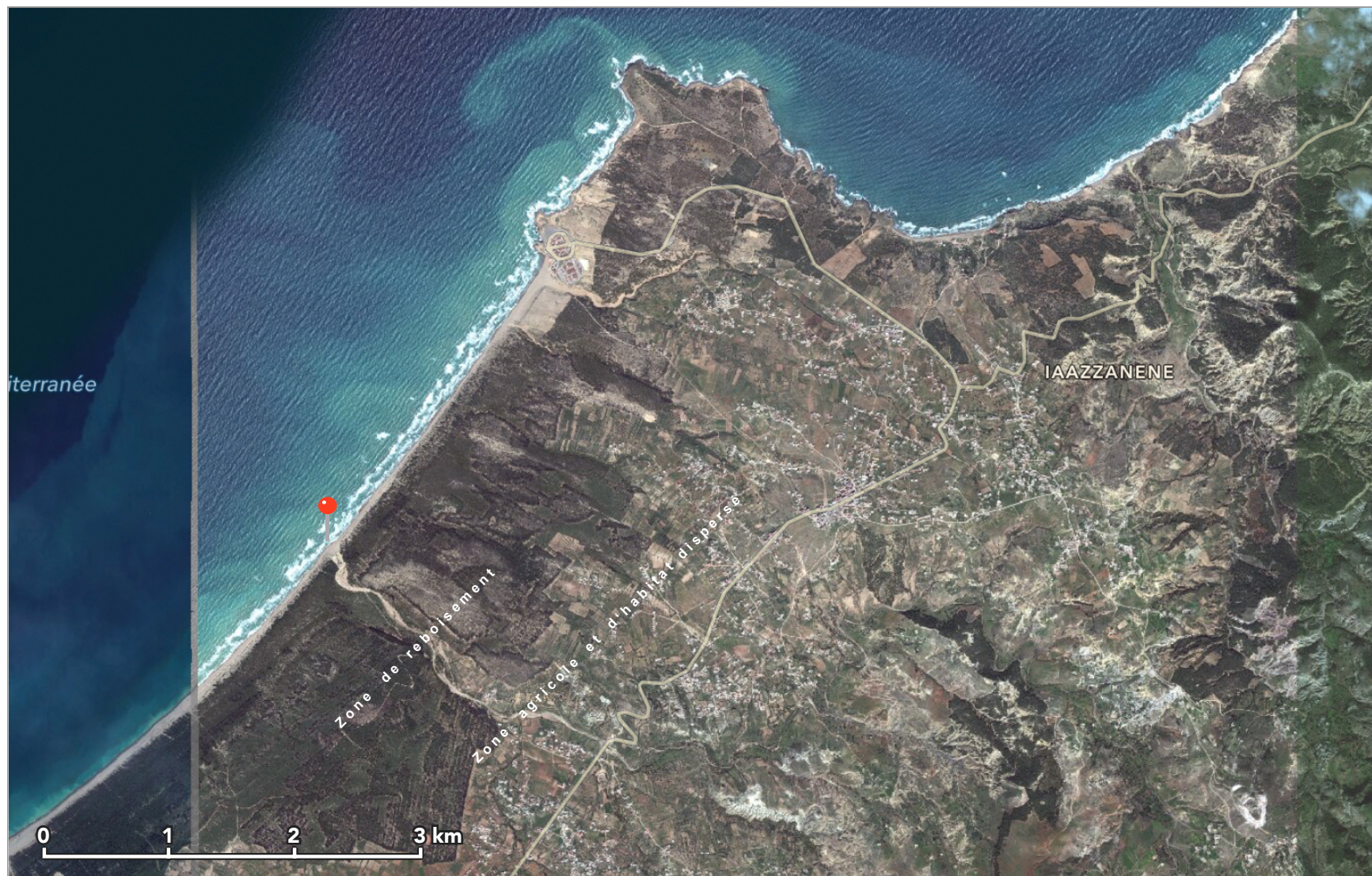
3.3 Commune Rurale de laazzanene

La population totale de la commune est de l'ordre de 12 000 habitants répartis dans environ 2 400 ménages. Une part significative de la population adulte originaire de la commune est émigrée (Pays-Bas, Belgique, Allemagne, France) et de ce fait de nombreuses résidences sont vides une grande partie de l'année. Comme le montre la figure 5 ci-dessous, l'habitat est généralement dispersé comme ailleurs dans le Rif, mais il existe un chef-lieu où sont situés les principaux services – banque, poste, école, cafés, etc...

Il existe à l'extrémité nord de la baie de Bétoua un complexe touristique (Bouyaffer al Kallat) développé par un promoteur local et utilisé principalement en été comme lieu de villégiature par des Marocains résidant à l'étranger.

Comme dans le reste du Rif, la population est majoritairement berbère et la langue de communication entre locaux est le berbère rifain (tarifit), qui est une variante des parlers berbères ou amazighe.

Figure 5 :La commune rurale de laazzanene



3.4 Parties affectées par le Projet

3.4.1 Personnes affectées par les acquisitions de terrains

Dans le cadre du Projet, bien que le port lui-même soit intégralement construit sur des parcelles relevant du domaine de l'Etat (forestier ou maritime), des parcelles privées à usage essentiellement agricole sont affectées par la route d'accès. Une enquête parcellaire a été conduite et a identifié la présence de 29 parcelles pour 20 propriétaires.

En ce qui concerne la zone franche, qui constitue une installation associée au Projet, le nombre total de parcelles privées à usage agricole affectées est de 302 pour un nombre de propriétaires de 154. La zone de développement n'est pas délimitée précisément pour l'instant et le sera ultérieurement en fonction de la demande sur la zone franche, dont elle constituera une extension.

Aucune résidence permanente n'est affectée par le Projet.

3.4.2 Pêcheurs

La plage sur laquelle le port sera construit compte trois débarcadères informels utilisés par les pêcheurs locaux, aux lieux-dits Kallat, Sammar et Chamlalla. La figure 6 ci-après présente la localisation de ces trois débarcadères. Kallat et Sammar se situent sur la commune de laazzanene, alors que Chamlalla se situe sur la commune de Amejjaou. Aucun de ces trois débarcadères ne se situe dans l'emprise directe du projet de port. A noter que l'essentiel de l'activité de pêche a été interdite depuis décembre 2013 car les pêcheurs pratiquaient une technique illégale (pêche au lamparot) et que les sorties sont actuellement très limitées.

Les données relatives aux groupes de pêcheurs qui exploitent ces sites ont été collectées par le bureau NOVEC dans le cadre de l'EIE du projet NWM. Elles sont résumées au tableau suivant :

Tableau 2 : Données de base concernant les pêcheurs

Débarcadère	Kallat	Sammar	Chamlalla
Nombre d'embarcations	40	21	10
Origine des pêcheurs	CR de laazzanene	Douar de Sammar, CR de laazzanene	Douar de Chamlalla, CR de Amejjaou
Type de pêche pratiquée	Côtière, artisanale, dans une zone de 2 milles	Côtière, artisanale, dans une zone de 3 milles	Côtière, artisanale, dans une zone de 3 milles
Espèces pêchées	Sardine, sépia, dorade, chinchard	Sardine, sépia, dorade	Sardine, sépia, dorade, chinchard, anchois

Figure 6 :Débarcadères utilisés par les pêcheurs dans la Baie de Bétoya

Photos : Novec



Dans le cadre de sa politique générale de soutien à la pêche artisanale et de regroupement des pêcheurs artisanaux sur des sites où la commercialisation et la chaîne du froid peuvent être mieux organisées, le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime (MAPM – voir ci-dessous section 3.5.1.4) a établi un projet de relocalisation des pêcheurs de la Baie de Bétoya sur un « Point de Débarquement Aménagé » (PDA) au lieu dit Chamlalla, où est actuellement établi un débarcadère informel.

Bien que les débarcadères actuels ne soient pas situés dans l'emprise directe du Projet, il est bien évident que maintenir la présence des pêcheurs dans le voisinage proche du port, où évolueront des navires de taille considérable, ne serait pas sans poser de délicats problèmes de sécurité et n'est donc pas souhaitable. Bien que la relocalisation ne soit pas directement liée au Projet et aurait été prévue même sans le Projet, elle permettra aux pêcheurs d'évoluer dans des conditions de sécurité bien meilleures que s'ils restaient sur les sites d'où ils opèrent actuellement.

3.4.3 Personnes et groupes affectés par les impacts environnementaux du Projet

La route d'accès au Projet qui sera utilisée tant en phase construction qu'en phase exploitation se situe dans une zone agricole et cette route n'a donc pas de riverains immédiats. Cette route d'accès sera reliée directement à la « Rocade Méditerranéenne » (Route Nationale 16) et le trafic du Projet ne passera pas par les zones habitées de laazzanene ou Amejjaou, ni en phase construction ni en phase exploitation. La poussière éventuellement générée par les travaux de terrassement liés à la construction du Port n'est que peu susceptible d'affecter des zones agricoles ou des habitations compte tenu de leur éloignement. Enfin, les opérations de dragage et de clapage (dépôt en mer des matériaux de dragage) font l'objet de mesures d'atténuation et leurs impacts environnementaux (augmentation locale de la turbidité de l'eau) ne sont que peu susceptibles d'affecter les activités de pêche artisanale, surtout lorsque les pêcheurs artisanaux de la plage de Bétoya auront été déplacés vers le PDA de Chamlalla. Il est à noter que des épisodes de forte suspension et turbidité se produisent fréquemment au niveau de la baie de Bétoya (site vierge) du fait des crues de l'Oued Kert et des petites tempêtes de houles (ci-après les photos du site dans un tel épisode).



3.4.4 Groupes vulnérables ou susceptibles de connaître des difficultés d'accès à l'information

Les personnes marginalisées ou vulnérables et susceptibles de ce fait de connaître certaines difficultés dans l'accès à l'information doivent être identifiées et des actions spécifiques d'engagement doivent être menées pour assurer leur inclusion dans le processus.

Dans le cadre du projet NWM, ces personnes sont susceptibles de répondre à un ou

plusieurs des critères suivants :

- Personnes âgées ayant peu accès ou peu d'intérêt pour les moyens d'information modernes ;
- Personnes handicapées ou malades chroniques ;
- Personnes malades, particulièrement les personnes atteintes de maladies graves ou incurables ;
- Les ménages dont le chef est une femme,
- Les ménages dont le chef de famille est sans ressources ou quasiment sans ressources,
- Les veuves et orphelins.

Les personnes identifiées comme vulnérables doivent souvent être consultées séparément et parfois même individuellement, car sinon elles peuvent ne pas avoir accès à l'information. Le Plan de Compensation et de Restauration des Moyens de Subsistance précise les actions d'identification et d'assistance qui seront menées en direction des personnes vulnérables affectées par l'acquisition des terres pour le Projet.

3.5 Parties intéressées par le Projet

3.5.1 Institutions concernées par l'étude d'impact sur l'environnement

3.5.1.1 Vue générale

La loi 12-03 sur les études d'impact établit la liste des différentes institutions impliquées dans la protection de l'environnement et qui sont représentées d'une manière permanente dans le Comité National des Etudes d'Impact sur l'Environnement. Cette liste comprend bien entendu le Secrétariat d'Etat chargé de l'Eau et de l'Environnement (SEEE), qui est l'institution principale de coordination, préside le Comité National des Etudes d'Impact sur l'Environnement (CNEIE), et prononce les décisions d'acceptabilité environnementale résultant de l'examen des EIE, ainsi que les institutions suivantes :

- Le Ministère de l'Intérieur, Direction des Collectivités locales ;
- Le Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte contre la Désertification ;
- Le Ministère de la Santé ;
- Le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime ;
- Le Ministère de l'Equipement, du Transport et de la Logistique ;
- Le Ministère de l'Habitat, de l'urbanisme et de la Politique de la Ville ;
- Le Ministère chargé de l'Education et de la Formation Professionnelle
- Le Ministère du Tourisme et de l'Artisanat ;
- Le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle
- Ainsi que certains organismes de coordination tels que le Conseil National de l'Environnement, le Conseil Supérieur de l'Eau et du Climat et le Comité National des Etudes d'Impact sur l'Environnement mentionné plus haut.

La plupart de ces ministères disposent de directions au niveau régional et de délégations au niveau provincial, qui ont pour mission de mettre en œuvre les politiques sectorielles de l'Etat au niveau local et en liaison avec les autorités et les collectivités locales.

3.5.1.2 Secrétariat d'Etat chargé de l'Eau et de l'Environnement

Le Secrétariat d'Etat chargé de l'Eau et de l'Environnement est placé au sein du Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement. Ce ministère est chargé d'élaborer et de mettre en œuvre, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, la politique du Gouvernement dans les domaines de l'énergie et des mines, mais aussi de l'eau (gestion eau

construction et maintenance des barrages) et de l'environnement. Le regroupement stratégique de ces domaines vise l'adoption d'une politique globale intégrée de protection et de mise en valeur de l'environnement.

Le SEEE est responsable de la coordination des activités de gestion de l'environnement. La Division des projets pilotes et des études d'impact, rattachée au Secrétariat, est chargée de coordonner les actions du Gouvernement en matière d'évaluations environnementales. Ses principales attributions lui donnent un rôle de coordination, de surveillance, de contrôle et de mise en place d'un cadre juridique. Elle assure notamment la présidence du comité national des études d'impact sur l'environnement (CNEIE). La Division des projets pilotes et des études d'impact est notamment chargée :

- D'identifier, d'étudier et d'initier des projets pilotes dans le domaine de la gestion de l'environnement ;
- D'entreprendre l'évaluation des projets réalisés et d'en mesurer l'impact sur l'environnement ;
- De réaliser des études d'impact sur l'environnement de projets ou d'installations et d'en apprécier la conformité par rapport à la législation en vigueur.

3.5.1.3 Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification

Le Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification (HCEFLCD) est chargé :

- D'assurer l'administration, par délégation du Premier Ministre, des ressources forestières, alfatières, sylvo-pastorales dans les terrains soumis au régime forestier, ainsi que les ressources cynégétiques et piscicoles continentales, et valoriser leurs produits ;
- De promouvoir et mettre en œuvre des actions d'extension et de développement de la forêt sur des terres à vocation forestière autres que celles du domaine forestier de l'Etat ;
- De coordonner l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'aménagement des bassins versants et des parcs et réserves naturelles et d'en assurer le suivi et l'évaluation en concertation avec les différents départements ministériels ou d'autres organismes concernés ;
- De coordonner la préparation et la mise en œuvre des programmes et projets de développement intégré des zones forestières et alfatières, de participer à leur exécution et d'en assurer le suivi et l'évaluation ;
- De promouvoir les actions de coopération et de partenariat avec les différents départements ministériels ou autres organismes concernés, les collectivités locales, les partenaires bilatéraux et les organisations régionales et internationales, les professionnels, les organisations non gouvernementales et tous les usagers du domaine forestier ;
- De coordonner, en concertation avec les différents départements ministériels et organismes concernés, la mise en œuvre, au niveau national, des dispositions des conventions internationales relatives à la lutte contre la désertification, aux forêts, à la faune sauvage et à son habitat naturel.
- Dans le domaine de la gestion de la biodiversité, de l'élaboration et de la mise en œuvre de toute action devant contribuer à la conservation des ressources forestières et sylvo-pastorales, des eaux et du sol, cynégétiques et piscicoles. En conséquence, il a pour mission la conservation et la réglementation de la faune et de la flore sauvage dans leur biotope ainsi que la gestion des parcs nationaux et des réserves naturelles.

3.5.1.4 Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime (MAPM)

Le MAPM est chargé de coordonner les actions du gouvernement en matière de développement agricole, rural et halieutique. Dans un but de décentralisation, 9 ORMVA (Offices Régionaux de Mise en Valeur Agricole) ont été créés à partir de 1966. Ces organismes publics sont chargés de l'application de l'ensemble de la politique agricole dans toutes ses composantes dans leurs périmètres d'intervention respectifs. Il s'agit d'établissements publics dotés de l'autonomie financière. Leur mission porte sur la création et l'exploitation des ouvrages hydrauliques nécessaires à l'irrigation et à la mise en valeur agricole, ainsi que la gestion des ressources en eau à usage agricole qui leurs sont confiées dans leurs zones d'action.

En dehors des périmètres des ORMVA dans le secteur de la grande irrigation, le Ministère est organisé en Directions Régionales et Provinciales de l'Agriculture qui ont des missions de développement agricole au niveau local.

En matière de pêche, le MAPM dispose d'un « Département des Pêches Maritimes », qui, entre autres, supervise et soutient le secteur de la pêche artisanale. Comme indiqué plus haut, le MAPM est le maître d'ouvrage du projet de relocalisation des pêcheurs artisanaux de la zone du Projet vers un Point de Débarquement Amélioré situé à Chamlala.

3.5.1.5 Ministère de l'Intérieur

Le Ministère de l'Intérieur assure la tutelle hiérarchique des communes, dans le cadre de la charte communale, qui pose le principe de l'autonomie des communes et des communautés urbaines en matière de gestion des déchets solides, des infrastructures et de l'assainissement liquide. Leurs budgets et leurs investissements sont toutefois soumis au contrôle du Ministère de l'Intérieur. D'autre part, c'est aux gouverneurs que la réglementation (Décret N° 2-04-464 du 4 novembre 2008) confère la responsabilité d'ordonner l'ouverture des enquêtes publiques requises dans le cadre des EIE (par Arrêté du Gouverneur) et c'est aux caïds en tant qu'"autorité administrative locale" que le même décret confère la responsabilité de présider la Commission en charge de la conduite de l'enquête publique.

3.5.1.6 Ministère de la Santé

Le Ministère de la santé est l'autorité compétente pour la gestion des hôpitaux et des centres de soins sur tout le territoire national. Il contrôle aussi la qualité de l'eau potable en faisant des analyses dans ses laboratoires décentralisés. Il peut intervenir pour le contrôle sanitaire des puits.

3.5.1.7 Les Agences de Bassin Hydraulique

La loi sur l'eau 10/95 a institué les Agences de Bassin Hydraulique (ABH). Il est ainsi créé, au niveau de chaque bassin hydraulique ou ensemble de bassins hydrauliques, sous la dénomination d'« agence de bassin », un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, dont la mission est d'évaluer, planifier, gérer, protéger les ressources en eau et de délivrer les autorisations et concessions relatives au Domaine Public Hydraulique (DPH) de leurs zones d'action.

La zone du Projet se situe dans le territoire de l'Agence de Bassin Hydraulique de la Moulouya, dont le siège se situe à Oujda.

3.5.1.8 Autres organismes ayant un rôle dans la protection de l'environnement

Différents organismes spécialisés rattachés à certains ministères jouent également un rôle important dans la protection de l'environnement :

- Le Conseil national de l'environnement - CNE (créé par le Décret du 28 mai 1974, puis modifié par le Décret du 12 mai 1980 et le Décret du 20 janvier 1995, relatif à la réorganisation des organismes chargés de la protection et de l'amélioration de l'environnement) ;
- Le Comité national des études d'impact sur l'environnement - CNEIE (Décret n° 2-04-563 du 4 novembre 2008) ;
- Les Comités régionaux des études d'impact (Décret n° 2-04-563 du 4 novembre 2008) ;
- Le Conseil supérieur de l'eau et du climat - CSEC (Décret n°2-96-158 du 20 novembre 1996).

3.5.2 Institutions administratives concernées par l'expropriation et la réinstallation

Dans le cadre du Projet, l'acquisition des terrains se fera dans le cadre du processus de l'expropriation, dans lequel les autorités locales, à savoir le Wali et le Gouverneur jouent un rôle de premier plan.

3.5.2.1 Institutions responsables de la gestion des terres au Maroc

Les terres du domaine privé de l'Etat, constitué par l'ensemble des biens immobiliers et mobiliers dont l'Etat est propriétaire et ne faisant pas partie de son domaine public, sont gérées par la direction des Domaines du ministère de l'Economie et des Finances. Les terres du Domaine forestier sont gérées par le Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification.

La Direction des Domaines dispose de représentations territoriales au niveau de la région, la Direction régionale des Domaines de l'Etat et au niveau provinciale, la Délégation des Domaines de l'Etat qui exerce, dans le ressort territorial de la (ou les) province (s) dont elle a la charge, une compétence plénière en matière de gestion opérationnelle du patrimoine foncier de l'Etat.

Les terres du Domaine public de l'Etat sont gérées par les trois départements ministériels suivants :

- Le Ministère de l'Equipement, du Transport et de la Logistique ;
- Le ministère de l'agriculture et de la pêche maritime ;
- Le ministère de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement.

3.5.2.2 Cadre institutionnel de l'acquisition des terres

La Direction des Domaines est en principe chargée de l'ensemble des opérations d'acquisition des terres nécessaires à un projet tel que celui de NWM, qu'il s'agisse des terrains privés ou de ceux relevant du domaine de l'Etat. Selon le cas, la procédure est l'une des deux suivantes :

- Pour les terres privées : expropriation pour utilité publique régie par la loi 7.81 dans le cas des terres privées,
- Pour les terres du domaine public de l'Etat (notamment domaines maritime et forestier concernés par le projet de NWM): déclassement et incorporation dans le domaine privé de l'Etat.

La commission administrative d'évaluation chargée de fixer le prix des immeubles ou droits réels frappés d'expropriation est présidée par le Gouverneur de Nador et comprend le chef de la circonscription domaniale (assurant le secrétariat de la commission en tant qu'autorité expropriante), le receveur de l'enregistrement et du timbre en tant que membres permanents, et le représentant du ministère de l'Agriculture, ainsi que l'inspecteur des impôts ruraux.

3.5.3 Représentants de l'Etat au niveau local

L'autorité de l'Etat s'exerce au niveau territorial à travers un maillage administratif comprenant une hiérarchie de pouvoirs en quatre étages :

- Le Wali couvre le territoire d'une région (le Royaume en compte 16 selon le découpage administratif de 2009) ; le Projet se situe dans la région de l'Oriental (Oujda) ;
- Au niveau suivant, le Gouverneur représente l'Etat dans une province ou une préfecture (Nador) ;
- Le Pacha (en milieu urbain) ou le chef de cercle (en milieu rural) gère une commune ou une circonscription urbaine dans les grandes villes (ici Commune Rurale de laazzanene) ;
- Enfin, le Caïd est responsable d'une annexe administrative.
- A ces quatre étages, il faut en ajouter un cinquième, plus ou moins formel, mais jouant néanmoins un rôle important dans le dispositif, celui des chioukhs et mokaddamines, appelés auxiliaires d'autorité, et généralement issus de la population locale elle-même au niveau des douars (qui sont des unités de peuplement – villages, hameaux ou quartiers).

Plus hautes autorités de l'Etat au niveau territorial, le Wali de l'Oriental (Oujda) et le Gouverneur de Nador seront appelés à jouer un rôle de premier plan dans la préparation et la mise en œuvre du Projet. Ils sont en effet investis par la Constitution d'un rôle de coordination des services de l'Etat et de la responsabilité du bon fonctionnement des institutions de l'Etat sur leurs territoires respectifs.

3.5.4 Les collectivités locales

La Constitution du Royaume prévoit la juxtaposition d'organes décentralisés de l'Etat, constitués de fonctionnaires nommés, et de gouvernements locaux élus par la population, et précise les prérogatives respectives. La démocratisation et la modernisation des institutions ces dernières années (depuis 2011) s'est accompagnée d'un mouvement de décentralisation, qui confère plus de pouvoir aux collectivités locales. Ces dernières sont les suivantes :

- Conseils communaux dont l'unité correspondante au niveau des autorités locales est le pachalik ou le cercle administratif ; dans le cas du Projet, il s'agit de la commune rurale de laazzanene et dans une moindre mesure celle de Amejjaou ;
- Conseils provinciaux qui correspondent à la Province (à la tête de laquelle l'Etat est représenté quant à lui par un Gouverneur) ; dans le cas du Projet, il s'agit de Nador ;
- Conseils de région qui correspondent à la Wilaya (à la tête de laquelle l'Etat est représenté par un Wali) ; dans le cas du Projet, il s'agit de l'Oriental, dont le chef-lieu est Oujda.

3.5.5 Synthèse

Le tableau suivant résume la liste des principaux organismes administratifs susceptibles d'être intéressés par le Projet à un titre ou à un autre :

Tableau 3 : Classification des organismes administratifs intéressés par le Projet

Nom	Prérogative relative au Projet ou intérêt d'une autre nature dans le Projet
Secrétariat d'Etat chargé de l'Environnement et de l'Eau	Organisation de l'étude d'impact environnemental Autorisation environnementale
Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification	Participe à l'instruction de l'EIE
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime	Participe à l'instruction de l'EIE Gestionnaire du domaine public maritime et à ce titre concerné par la façade littorale du Projet
Ministère de l'Intérieur	Assure, par le biais de la Direction des Collectivités Locales et des Walis et Gouverneurs, la tutelle et la supervision des collectivités locales Responsable des questions de sécurité publique soulevées, le cas échéant, par le Projet
Ministère de la Santé	Participe à l'instruction de l'EIE
Direction des Domaines	Supervise la procédure d'expropriation Fixe les indemnités d'expropriation applicables dans la phase administrative du processus
Ministère de la Justice	Responsable du fonctionnement des tribunaux impliqués dans la phase judiciaire du processus d'expropriation
Wali de l'Oriental	Supervise l'action de l'Etat dans l'ensemble du territoire de l'Oriental
Gouverneur de Nador	Supervise l'action de l'Etat dans l'ensemble du territoire de la province de Nador Ordonne l'ouverture de l'enquête publique requise dans le cadre des EIE
Caïds	Participent à la liaison avec les populations concernées par le projet dans leur territoire d'attribution Peuvent jouer un rôle dans la remontée des plaintes et doléances de la population Préside la Commission chargée de la conduite de l'enquête publique
Chioukh et Moqaddamin ⁵	Participent à la liaison avec les populations concernées par le projet dans leur territoire d'attribution Peuvent jouer un rôle dans la remontée des plaintes et doléances de la population

⁵ Au singulier : Cheikh et Moqaddam

Nom	Prérogative relative au Projet ou intérêt d'une autre nature dans le Projet
Communes de laazzanene, y compris membres du conseil communal	Délivre les permis de construire Participe à l'instruction de l'EIE Peut participer à la liaison avec les populations concernées par le projet Peut jouer un rôle dans la remontée des plaintes et doléances de la population Participe à toute réunion publique ou autre manifestation d'information et de consultation

3.5.6 Entreprises

Les entreprises disposent d'organisations représentatives, les chambres de commerce. Il existe une chambre de commerce et d'industrie à Nador constituée de chefs d'entreprise élus par leurs pairs.

3.5.7 Organes de presse et sites web locaux

En plus des sites internet nationaux, qui diffusent des informations relatives à toutes les régions et provinces du Maroc y compris Nador, pas moins de 9 journaux électroniques locaux d'information se consacrent aujourd'hui principalement à la couverture de l'actualité de Nador et la province. Ce foisonnement de sites internet dénote une activité d'information largement au dessus de ce que connaissent les autres villes et provinces marocaines dans ce domaine. La proximité de l'Europe (de l'Espagne en particulier) et les liens avec les Rifains vivant à l'étranger sont parmi les facteurs qui expliquent cette dynamique de communication soutenue.

3.5.8 Organisations de la société civile

A ce stade, il n'est identifié à notre connaissance aucune Organisation Non Gouvernementale (ONG) marocaine ou étrangère qui se soit manifestée en relation avec le Projet. Dans le cas où des ONG de protection de l'environnement ou de protection des droits humains manifesterait un intérêt pour le projet, NWM se rapprocherait d'elles pour établir un dialogue.

Les principales ONG marocaines, notamment locales, susceptibles d'être intéressées par le Projet sont, *a priori*, les suivantes (liste non limitative) :

- Association Marocaine des Droits de l'Homme (AMDH), particulièrement en ce qui concerne l'acquisition des terres et les indemnisations, ainsi que les conditions de travail (Rabat) ;
- Centre Méditerranéen pour l'Environnement et le Développement, plus particulièrement pour les aspects environnementaux (Tetouan) ;
- Forum Urbanisme, Environnement et Développement (FUED), une organisation locale de Nador déjà impliquée dans plusieurs projets de mise en valeur de la côte dans la province ;
- Association « Moubadara » pour le développement durable et le tourisme (Zaïo) ;
- Association « Homme et Environnement » (Berkane) ;
- Espace de solidarité et de coopération (Oujda).

3.5.9 Marocains résidant à l'étranger

La région du Rif, et particulièrement la péninsule de Nador, est depuis longtemps une zone d'émigration. La plupart des migrants se trouvent en Europe occidentale (Espagne et France, qui sont les destinations traditionnelles des Marocains, mais surtout dans le cas de Nador Pays-Bas, Belgique et Allemagne). Les Marocains résidant à l'étranger constituent un groupe spécifique, qui peut dans certains cas disposer d'une influence politique et sociale importante. Ils sont particulièrement actifs par le biais des réseaux sociaux. Cependant, ils ne disposent pas, à notre connaissance, de relais associatif, ce qui rend l'organisation d'actions d'information ou de consultation spécifiques difficile.

3.5.10 Problématique spécifique des migrants d'Afrique Sub-Saharienne et de Syrie

Compte tenu de la proximité de l'enclave espagnole de Melilla, la péninsule de Nador accueille de nombreux migrants, essentiellement issus d'Afrique sub-saharienne ainsi que de Syrie. Ceux-ci vivent temporairement dans des camps de fortune situés dans la montagne de Gourougou (le volcan situé entre la ville de Nador et le site du Projet) et tentent régulièrement de franchir la barrière érigée par les autorités espagnoles autour de Melilla. Cette situation particulière n'affecte cependant pas la commune rurale de Iaazzanene où se trouve le Projet et à ce stade il n'y a pas de raison de penser que ces groupes de migrants puissent être concernés d'une manière ou d'une autre par le Projet. Leur objectif est en effet de traverser au plus vite la frontière avec l'enclave de Melilla, et ils ne sont pas susceptibles de chercher à s'intégrer dans la société marocaine locale à travers un emploi ou autre, ce qui leur serait de toute façon difficile dans la mesure où leur séjour au Maroc est illégal.

3.6 Langues

La zone du Projet est habitée d'une population à majorité berbère, qui utilise la variante de la langue berbère dite « rifain » ou tarifit dans la communication. Le tarifit est une variante des parlers berbères regroupés sous la dénomination d'ensemble « amazighe ».

Conjointement avec l'arabe, l'amazighe est l'une des deux langues officielles du Royaume, en vertu de la Constitution de 2011. Cependant, si le nombre de locuteurs est élevé dans la zone du Projet, le nombre de personnes effectivement alphabétisées en tamazight est limité (l'alphabet est différent tant de l'alphabet arabe que de l'alphabet latin). Le tarifit joue le rôle d'une langue véhiculaire pour la communication verbale quotidienne mais il n'est pas ou peu écrit. Dans la zone, le français est compris par une minorité seulement, et c'est l'arabe marocain (« darija ») qui demeure la langue de communication la plus généralement utilisée. Néanmoins le Projet devra communiquer aussi en tarifit, notamment dans les communications informelles en face à face, et il est nécessaire que certains agents du Projet, notamment ceux en contact avec la population locale, maîtrisent cette langue (et soient donc recrutés localement).

Le Projet devra donc, dans ses actions de communication et d'information, utiliser la politique linguistique suivante :

- Communication écrite en arabe littéral (« fuṣḥá »), et en français pour certains documents à caractère officiel destinés à l'administration ;
- Communication orale en arabe marocain (« darija ») et en berbère rifain (« tarifit »).

4. ACTIONS DE CONSULTATION ET D'INFORMATION MENÉES PAR LE PROJET

Les activités d'information et de consultation menées à ce jour par le projet en direction de la population et des parties prenantes concernées ont pris les trois formes suivantes :

- Celle d'une enquête publique conduite, selon les dispositions légales et réglementaires relatives à l'EIE ;
- Celle d'échanges entre les équipes d'experts et la population concernée à l'occasion des différentes enquêtes et investigations menées sur le terrain pour les besoins du projet ;
- Celle de discussions dans le cadre de réunions tenues par l'équipe de NWM, avec la population d'une part et avec les autorités locales, les responsables communaux et les autres parties prenantes d'autre part depuis le début du projet.

4.1 Enquête publique relative à l'EIE

Comme mentionné ci-dessus (cf. 2.1.2.), la réglementation marocaine en matière d'Etudes d'Impacts sur l'Environnement requiert qu'une enquête publique soit menée dans le cadre de chaque EIE afin « de permettre à la population concernée de prendre connaissance des impacts éventuels du projet sur l'environnement et de recueillir leurs observations et propositions » (loi 12-03, article 9). En conformité avec ces dispositions réglementaires, deux enquêtes publiques ont été ouvertes dans le cadre du projet Nador West Med, une dans la commune rurale d'Iaazzanene (septembre 2014) et une autre dans la commune rurale d'Amejjaou (Août 2014). Un dossier, comprenant une fiche de description technique du projet, un résumé des résultats de l'EIE et un plan masse du projet, a été mis à la disposition du public pour consultation ainsi qu'un registre où les personnes qui le souhaitent sont appelés à consigner leurs observations et leurs suggestions.

Tandis que le registre ouvert dans la commune d'Amejjaou est resté vide, les observations inscrites par la population de la commune d'Iaazzanene tels que synthétisées par le Rapport de l'enquête publique portent sur les trois principales questions suivantes :

- Qu'advient-il des terrains privés situés dans le périmètre du projet ?
- Qu'advient-il des parcelles agricoles privées qui contiennent des arbres fruitiers ?
- Quel est l'impact du projet, notamment des produits pétroliers, sur l'environnement et sur la santé publique ?

4.2 Echanges à l'occasion des différentes études menées dans le cadre du projet

Plusieurs études nécessitant des contacts avec la population ont été menées dans le cadre du projet (étude foncière, étude environnementale et étude socioéconomique). En plus de l'objet spécifique sur lequel a porté chacune de ces études, elle a été l'occasion d'informer la population sur le projet et de recueillir ses commentaires et avis en ce qui le concerne.

4.3 Réunions tenues par les responsables du projet avec la population, les autorités locales et communales

En plus de ces contacts interindividuels, quatre réunions ont été tenues entre les responsables du projet d'une part et des groupes de population concernée ou de responsables de l'autorité locale et des communes concernées, d'autre part. La première a eu lieu en avril 2014 à l'occasion de l'étude d'établissement des plans et états parcellaires. Les responsables du projet l'avaient organisée pour informer la population de la commune d'Iaazzanene de l'objet de l'étude et de son importance. Elle a été l'occasion d'une information plus large sur le projet, son intérêt et ses impacts potentiels.

La deuxième s'est tenue à la fin du mois de juin 2014. Elle a rassemblé les responsables de la Société NWM avec les Gouverneurs des provinces de Nador et de Driouch, leurs collaborateurs et les présidents des communes d'Iazzaanene et d'Ijjaou à l'occasion de la préparation de l'étude d'impact socioéconomique du projet.

La troisième réunion, tenue fin novembre 2014, était entre les responsables de la Société NWM et la population de la commune d'Iazzaanene. Elle avait pour objectif d'informer cette dernière sur les objectifs et le déroulement de l'enquête socioéconomique auprès des personnes affectées par le projet.

En date du 25 Février 2015, une journée portes ouvertes a été organisée NWM au niveau de la commune d'Iazzaanene. Plus de 250 personnes, couvrant toutes les populations concernées par le projet, y ont assisté.

Ces différentes réunions ont été des moments d'échange entre le projet, la population et les parties prenantes concernées ayant permis à la population et aux autres parties prenantes d'être mieux informées sur le projet et sur ses impacts et au projet de recueillir leurs réactions et leurs suggestions.

La société NWM a procédé également à l'installation de 20 panneaux d'information portant sur la consistance et l'importance du projet et ce le long de la route menant au site du projet.

5. PLAN DE CONSULTATION PUBLIQUE

5.1 Principes Généraux

NWM se conformera aux principes suivants dans la conception et la mise en œuvre de ses actions d'information et de consultation :

- Participation libre (sans coercition), informée (information pertinente mise à disposition avant ou pendant la consultation), et à l'avance (avant que les décisions correspondantes ne soient prises) ;
- Concevoir la participation comme un dialogue sur l'ensemble du cycle du Projet (conception, construction, exploitation) ;
- Respect des prescriptions de la législation marocaine en matière de consultation et d'information publiques ;
- Respect des standards internationaux, notamment EP 10 de la BERD ;
- Conception de l'information et de la consultation comme un dialogue entre le promoteur du Projet, les communautés affectées et les autres parties concernées ;
- Inclusion dans le processus l'ensemble des parties prenantes pertinentes et identifiées dans le présent plan, et appliquer les principes de non discrimination et de transparence ;
- Inclusion des groupes susceptibles d'être marginalisés du fait du genre, de la pauvreté, de leur profil éducatif et d'autres éléments de marginalité sociale, en leur assurant un accès équitable à l'information et la possibilité de faire connaître leurs opinions et préoccupations,
- Prise en compte effective des contributions, doléances et préoccupations issues des parties prenantes dans les décisions relatives au Projet ;
- Gérer les plaintes et y répondre de manière rapide, équilibrée, et efficace.

5.2 Outils et Méthodes

Cette section présente l'ensemble des outils à la disposition d'une société telle que NWM en matière de participation des parties prenantes (information et consultation). Le plan présenté à la section 5.3 indique comment et dans quelles circonstances ces différents outils peuvent être utilisés dans la meilleure combinaison possible.

5.2.1 Réunions publiques d'information et de consultation – Journées Portes Ouvertes

La réunion publique d'information est l'un des outils les plus utilisés en matière d'information et de consultation du public dans le cadre d'un projet tel que celui de NWM. Une telle réunion fait l'objet d'une publicité préalable par voix de presse, d'affichage, et de communiqués publics lus par les crieurs, et aussi en utilisant les relais administratifs dans les quartiers que sont les chioukh et les moqaddamin. Ces réunions sont souvent relativement formelles car un certain ordre doit être préservé compte tenu de l'assistance généralement nombreuse. Elles se déroulent en général de la manière suivante :

- Ouverture, présentations, et introduction de l'objet de la réunion par les autorités locales ;
- Présentations du promoteur du projet (par exemple de certains aspects techniques du projet, de l'étude d'impact, ou du plan d'action de réinstallation), éventuellement assisté par les consultants spécialisés qui ont préparé ces études ;
- Débat, questions, discussions ;
- Synthèse et clôture par les autorités locales.

La réunion publique présente les avantages suivants :

- Elle participe de la transparence nécessaire aux actions d'engagement avec les parties prenantes : en effet, tout le monde peut entendre ce qui est dit et la réunion publique est indispensable pour couper court à des accusations, toujours possibles, de partialité dans la délivrance de l'information ;
- Elle permet à un coût relativement réduit d'atteindre un public important (parfois jusqu'à plusieurs centaines de personnes selon la capacité des salles disponibles) ;
- Elle permet de diffuser des messages simples à une assistance variée.

Par contre, les réunions publiques présentent également un certain nombre d'inconvénients qui font qu'elles doivent être soigneusement préparées et organisées, et aussi qu'elles ne peuvent pas être utilisées seules dans un plan d'engagement. Ces inconvénients et risques sont notamment les suivants :

- Compte tenu de l'audience nombreuse, et même si un facilitateur ou président de séance expérimenté est utilisé, la réunion publique peut échapper au contrôle du promoteur si par exemple certains participants provoquent un chahut délibéré ;
- La participation effective de tous les présents est difficile à obtenir, et dans la pratique ce sont certains leaders qui vont généralement prendre la parole, voire monopoliser le débat.

5.2.2 Entrevues en face à face

A l'autre extrême du spectre des méthodes de consultation et d'information disponibles se trouve l'entrevue en face à face. De telles entrevues ont déjà été menées dans le cadre des différentes campagnes d'enquêtes socio-économiques menées à l'initiative de NWM. Bien sûr une telle méthode ne peut être utilisée de manière systématique car elle requiert un temps et un effort considérables.

5.2.3 Discussions en focus groupes

Les discussions en focus groupes consistent à réunir un petit groupe relativement homogène de personnes et à les inviter à discuter autour d'un thème précis. En pratique, il s'agira par exemple de discuter une question comme le choix des aménagements de réinstallation, ou l'emplacement d'une école. Le facilitateur pose une série de questions aux membres du focus group, note soigneusement les réponses et laisse les participants interagir pour créer un échange autour de la question posée.

Les discussions en focus groups peuvent être utilisées en guise d'outil de consultation sur des questions précises, par exemple un aspect de planification d'un site de réinstallation. Elles peuvent aussi servir à trancher entre deux options. Elles constituent un complément très utile à la réunion publique, dont elles n'ont pas les inconvénients.

5.2.4 Bureau d'information

Les bureaux de la société Nador West Med se trouvent actuellement à Rabat, mais il est prévu de les déplacer dans le courant de l'année 2015 et de les établir à Nador, puis sur le site de la zone franche lorsqu'un bâtiment aura été construit à cet effet.

Pendant la période intérimaire avant que le siège de NWM ne soit effectivement transféré sur le site, NWM ouvrira un bureau d'information au siège de la commune de laazzanene, qui remplira les fonctions suivantes :

- Lieu d'information et de sensibilisation ;

- Lieu d'accompagnement pour les personnes affectées par le Projet, s'agissant notamment des acquisitions de terre ;
- Mise à disposition de la documentation du Projet ;
- Mise à disposition d'information concernant le recrutement par le Projet et ses principaux entrepreneurs (pourcentage de locaux employés par rapport à l'ensemble de la main d'œuvre) ;
- Recueil et enregistrement des plaintes et doléances.

Quand le centre d'information sera transféré aux bureaux de NWM sur le site quand ceux-ci auront été ouverts, des dispositions seront prises pour qu'il demeure aisément accessible à la population locale.

Ce centre d'information sera doté d'un agent de liaison communautaire recruté parmi, par exemple, les jeunes diplômés des communautés environnantes et capable de s'exprimer dans le dialecte local (voir ci-dessus § 3.6).

5.2.5 Communiqués de presse et utilisation des mass medias

NWM comme les autorités locales peuvent aisément recourir aux communiqués de presse pour apporter des informations ou répondre à des préoccupations particulières exprimées par voix de presse ou autrement. Il est également souhaitable de répondre positivement aux sollicitations des journalistes, voire de les susciter quand c'est possible, pour apporter des informations au public sur différents aspects du projet. Ceci peut être véhiculé par la presse écrite, la radio et la télévision, ainsi que par certains médias internet qui se développent actuellement au Maroc.

5.2.6 Site web

NWM dispose d'un site web (www.nadorwestmed.ma) sur lequel sont actuellement disponibles des informations de base sur le projet. Ce site sera complété pour permettre la diffusion d'informations spécifiques sur le processus d'étude d'impact environnemental et social avec notamment la mise à disposition pour examen et téléchargement de l'ensemble des documents à caractère environnemental et social, notamment les suivants en versions française et arabe

- Le présent Plan de participation des parties prenantes ;
- L'EIE et le Résumé non technique ;
- Le Plan d'Action Environnemental et Social.

5.3 Plan de consultation publique et de divulgation de l'information

Le tableau suivant présente le plan de consultation publique pour les différentes phases du Projet.

L'annexe 4 présente un formulaire simple de compte-rendu de réunion.

Tableau 4 : Plan de consultation publique et de divulgation de l'information

N°	Phase et processus	Activité de consultation	Divulgation de l'information	Calendrier indicatif	Responsabilité
A	PHASE DE PREPARATION DU PROJET				
A1	Préparation de l'Etude d'Impact sur l'environnement telle que prévue par la réglementation marocaine	<ul style="list-style-type: none"> Présentation de l'EIE aux services administratifs concernés dans le cadre de la procédure d'examen organisée par le SEEE et le CNEIE (fait en 2014 par NWM et les consultants chargés de l'EIE) Enquête publique telle que prévue par la loi sur les études d'impact (fait en 2014 par NWM et les consultants chargés de l'EIE) Réunions publiques de présentation de l'EIE à prévoir sous forme de réunions publiques ou de journées portes ouvertes (fait) 	Divulgation du résumé non technique de l'EIE comme suit: <ul style="list-style-type: none"> Exemplaires papiers en français et arabe disponibles pour lecture à la commune de laazzanene (fait) Fichier téléchargeable sur site web de NWM en français et arabe (fait) 	4 ^{ème} trimestre 2014 et 1 ^{er} trimestre 2015	NWM avec consultants en charge de l'EIE marocaine (NOVEC)
A2	Ouverture d'un centre d'information pour le Projet	<ul style="list-style-type: none"> Ouverture dans les bureaux de la commune rurale de laazzanene d'un bureau d'information relatif au Projet avec horaires définis d'ouverture (par exemple deux demi-journées par semaine) Mise à disposition dans ce bureau de l'ensemble des documents environnementaux et sociaux préparés pour le Projet (EIE marocaine et ensemble documentaire requis par la BERD) Mise en place dans ce bureau du système de gestion des plaintes et doléances (voir chapitre 6) Mise en place d'un panneau d'affichage à la commune sur lequel seront affichées les notices relatives au Projet (par exemple publication de certains documents sur le site web de NWM) 	<ul style="list-style-type: none"> Information dans la presse locale et sur le site de NWM relative à l'ouverture du bureau d'information et notice sur le site web de NWM Diffusion d'un dépliant informant la population locale de l'ouverture du centre d'information 	2 ^{ème} semestre 2015 et jusqu'à l'ouverture des bureaux définitifs de NWM dans la zone (le bureau d'information pourra alors être transféré dans les bureaux de NWM)	NWM

N°	Phase et processus	Activité de consultation	Divulgence de l'information	Calendrier indicatif	Responsabilité
A3	Préparation de l'ensemble documentaire requis par la BERD	<ul style="list-style-type: none"> Réunions publiques de présentation de l'EIE à prévoir sous forme de réunions publiques ou de journées portes ouvertes 	<ul style="list-style-type: none"> Publication sur le site de la BERD Publication locale au centre d'information à ouvrir dans la zone et/ou à Nador dans un lieu à définir Publication sur le site de NWM 	1 ^{er} trimestre 2015 et pour la durée du Projet	NWM BERD Consultants en charge de la préparation de la documentation requise par la BERD (SE Solutions)
A4	Expropriations	<ul style="list-style-type: none"> Système de gestion des plaintes en place (voir ci-dessous A5) Voir détails concernant les activités de consultation relatives aux expropriations dans le Plan de Compensation et de Restauration des Moyens de Subsistance 	<ul style="list-style-type: none"> Publication de l'arrêté de cessibilité conformément à la réglementation marocaine relative aux expropriations Notifications individuelles aux propriétaires affectés Publication d'un bref dépliant en arabe expliquant le processus d'acquisition des terres et de compensation aux personnes affectées 	Durant la phase d'expropriation	NWM
A5	Gestion des plaintes	Gestion des plaintes conformément à la procédure détaillée au chapitre 6	<ul style="list-style-type: none"> Inclure un résumé des plaintes dans le rapport annuel de monitoring présenté à la BERD 	Au cours de l'ensemble du projet	NWM avec participation des autorités locales
B	PHASE DE CONSTRUCTION DU PROJET				
B1	Construction	Maintien du bureau d'information durant toute la phase de construction du Projet	<ul style="list-style-type: none"> Documents environnementaux et sociaux maintenus disponibles au bureau d'information et sur le web selon modalités détaillées ci-dessus 	Au cours de l'ensemble du projet	NWM
B2	Construction	Affectation d'un agent communautaire par l'entreprise chargée de la construction, en charge notamment de la gestion des procédures de recrutement de personnel local	<ul style="list-style-type: none"> Inclure un bref résumé des activités dans le rapport annuel de monitoring présenté à la BERD 	Au cours de l'ensemble de la phase de construction	Entreprise chargée de la construction

N°	Phase et processus	Activité de consultation	Divulgence de l'information	Calendrier indicatif	Responsabilité
B3	Gestion des plaintes	Gestion des plaintes conformément à la procédure détaillée au chapitre 6	<ul style="list-style-type: none"> Inclure un résumé des plaintes dans le rapport annuel de monitoring présenté à la BERD 	Au cours de l'ensemble du projet	Comité local de suivi : NWM, Autorité locale, Préfecture, Habitat)
C	PHASE D'EXPLOITATION DU PROJET				
C1	Exploitation du port	Maintien du bureau d'information et de liaison communautaire durant toute la phase d'exploitation du port	<ul style="list-style-type: none"> Documents environnementaux et sociaux maintenus disponibles au bureau d'information et sur le web selon modalités détaillées ci-dessus 	Au cours de l'ensemble du projet	NWM
C2	Exploitation du port	Affectation d'un agent communautaire par les concessionnaires des différentes zones du port (conteneurs, hydrocarbures, vrac), en charge notamment de la gestion des procédures de recrutement de personnel local et de la gestion des plaintes	<ul style="list-style-type: none"> Inclure un bref résumé des activités dans le rapport annuel de monitoring présenté à la BERD 	Au cours de la phase d'exploitation	Concessionnaires du port
C3	Exploitation de la zone franche	Affectation d'un agent communautaire par promoteur de la zone franche, en charge notamment de la gestion des procédures de recrutement de personnel local et de la gestion des plaintes	<ul style="list-style-type: none"> Inclure un bref résumé des activités dans le rapport annuel de monitoring présenté à la BERD 	Au cours de l'ensemble de la phase d'exploitation	Promoteur de la zone franche
C4	Gestion des plaintes	Gestion des plaintes par les différents opérateurs (concessionnaires du port et promoteur de la zone franche) conformément à la procédure détaillée au chapitre 6	<ul style="list-style-type: none"> Pas de divulgation publique du suivi des plaintes. Inclure un résumé des plaintes dans le rapport annuel de monitoring présenté à la BERD 	Au cours de l'ensemble de la phase exploitation	Tous opérateurs (NWM, concessionnaires du port, et tous les promoteurs et gestionnaires de la zone franche)

6. MECANISME DE GESTION DES DOLEANCES ET PLAINTES

6.1 Types de plaintes et conflits à traiter

Dans la pratique, les plaintes et conflits qui apparaissent au cours de la mise en œuvre d'un projet tel que celui de NWM dans ses différentes phases peuvent être les suivants :

- Projet en général :
 - Contestation du Projet en tant que tel ou de certains éléments de sa planification ;
- Etude d'impact environnemental :
 - Contestation de l'évaluation des impacts ou de la manière dont ces impacts sont gérés, notamment concernant les nuisances liées à la construction (poussière, bruit, trafic, carrières) de la part de riverains immédiats des travaux ;
- Processus d'expropriation et compensation :
 - Erreurs ou contestation dans l'identification et l'évaluation des biens,
 - Désaccord sur des limites de parcelles, soit entre la personne affectée et l'agence d'expropriation, ou entre deux voisins,
 - Conflit sur la propriété d'un bien (deux personnes affectées, ou plus, déclarent être le propriétaire d'un certain bien),
 - Successions, divorces, et autres problèmes familiaux, ayant pour résultat des conflits entre héritiers ou membres d'une même famille, sur la propriété, ou sur les parts de propriété, d'un bien donné.

6.2 Mécanisme proposé

6.2.1 Vue générale

Le mécanisme de gestion des plaintes proposé couvre les différents volets du Projet, c'est à dire :

- Le Projet en général, notamment la planification d'ensemble ;
- Le processus de l'étude d'impact environnemental ;
- Le processus d'indemnisation ;
- L'emploi lié au Projet, généralement la plus grande source de plaintes et litiges pour des projets du type de celui de NWM.

Dans de grands aménagements tels que le Projet, de nombreux plaintes et litiges résultent en réalité d'incompréhensions ou de la méconnaissance des politiques d'aménagement, d'atténuation des impacts, de recrutement, et d'indemnisation, ou de conflits de voisinage parfois sans rapport avec le Projet, mais qui peuvent souvent être résolus par l'arbitrage, en utilisant des règles de médiation. Ainsi, de nombreux litiges peuvent être résolus :

- par des explications supplémentaires (par exemple, expliquer en détail comment le Projet a évalué les impacts environnementaux et prévu les mesures d'atténuation ou calculé l'indemnité du plaignant et lui montrer que les mêmes règles s'appliquent à tous),
- par l'arbitrage, en faisant appel à des personnes ou institutions extérieures au Projet et respectées dans la communauté.

Pour éviter le recours aux tribunaux en cas de plainte ou litige, NWM mettra en place un mécanisme extra-judiciaire de traitement des plaintes et litiges faisant appel à l'explication et à la médiation par des tiers. Chaque personne affectée, tout en conservant bien sûr la possibilité de recourir à la Justice marocaine à tout moment, pourra faire appel à ce

mécanisme, selon les procédures précisées plus loin. Ce mécanisme couvre tout type de plainte quel qu'en soit le sujet et la nature, et comprendra trois étapes principales :

- L'enregistrement de la plainte ou du litige,
- Le traitement amiable par NWM et la proposition d'une résolution,
- Une médiation indépendante pouvant être déclenchée si nécessaire.

La mise en place par NWM de ce système ne constitue pas une obligation de trouver une solution à toute plainte, elle constitue par contre une obligation de recevoir, d'enregistrer, de traiter, et de documenter toute plainte.

Il n'en reste pas moins que compte tenu du mécanisme de l'expropriation, un certain nombre de questions ne pourront être réglées que par la justice, même si le mécanisme amiable peut aider. Il s'agit en particulier des questions de successions ou de divorces, qui nécessitent l'intervention d'un juge.

6.2.2 Principes généraux du mécanisme

La figure 7 ci-dessous présente le mécanisme de gestion des plaintes qui sera mis en place par NWM, les sections ci-dessous présentant le détail des différentes étapes.

Dans un premier temps, les plaintes sont enregistrées par NWM dans un registre électronique maintenu par l'agent de liaison communautaire placé au bureau d'information. Cet agent affecte la plainte pour examen et résolution au service concerné de NWM ou à l'entreprise chargée de la construction, et effectue le suivi des actions prises par ces derniers pour examiner et résoudre la plainte.

A la suite de ce premier examen en interne par NWM et/ou l'entreprise chargée de la construction, une résolution est proposée au plaignant (ou la plainte est refusée ou considérée non recevable). Si le plaignant est d'accord sur la résolution proposée, un procès-verbal d'accord est dressé et la plainte est fermée.

Si le plaignant fait état de son désaccord sur la résolution proposée, la plainte est maintenue ouverte dans le système, et le deuxième « étage » est déclenché : un comité de médiation, établi à cette fin par NWM et comportant des personnes extérieures à NWM (voir plus loin section 6.2.5), est saisi de la plainte et invité à proposer une résolution (qui peut être la même que celle proposée initialement par NWM ou différente, selon le cas).

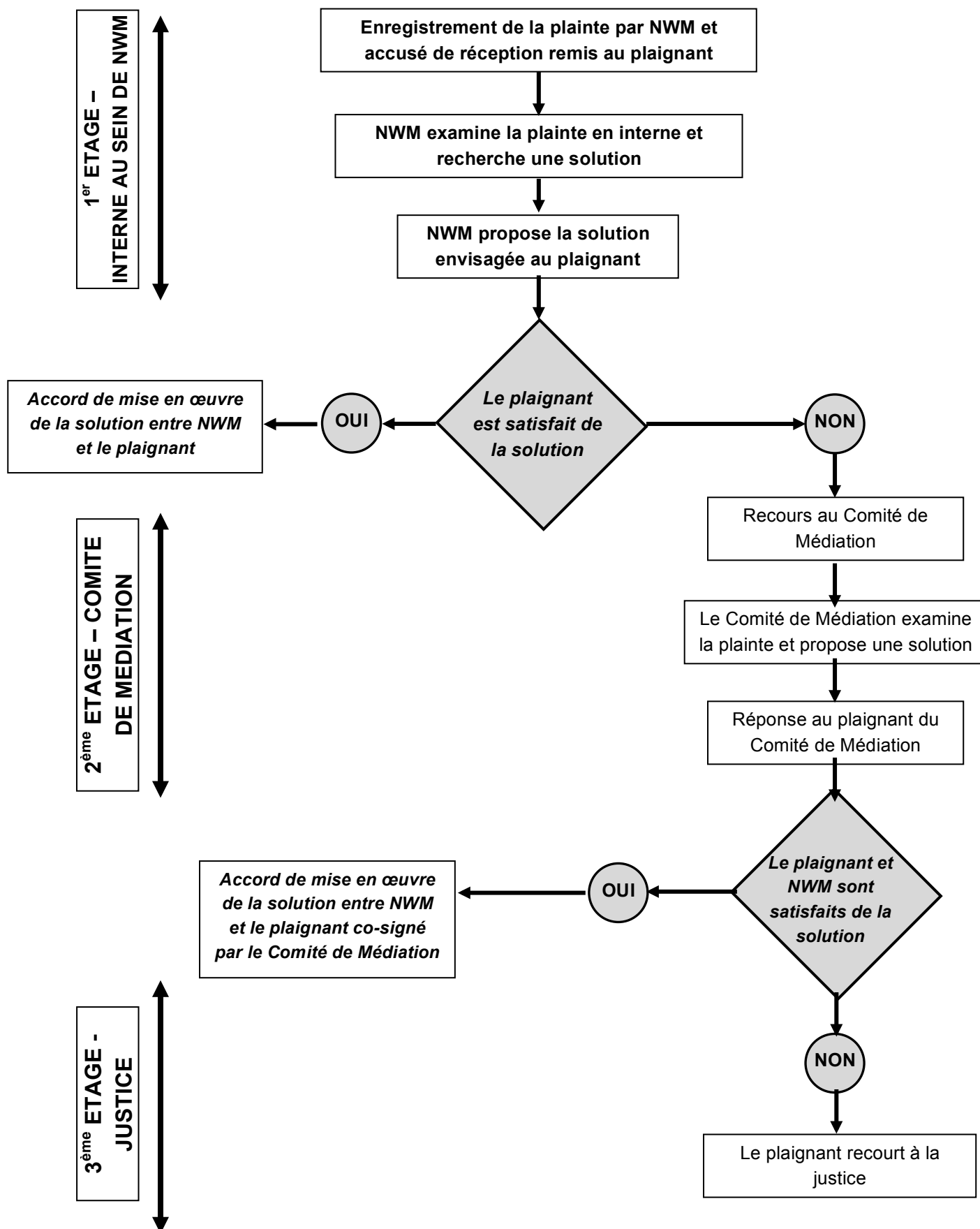
Si la résolution proposée par le comité de médiation est satisfaisante pour le plaignant, la plainte peut être clôturée. Dans le cas contraire, le plaignant est invité à rechercher une résolution par les moyens légaux à sa disposition.

6.2.3 Délais de traitement des plaintes

Toute plainte enregistrée :

- Donnera lieu à un accusé de réception écrit dans un délai maximal de sept jours calendaires ;
- Donnera lieu à une proposition de résolution (avant saisine éventuelle du Comité de Médiation) dans un délai maximal de trente jours calendaires.

Figure 7 : Mécanisme de gestion des plaintes



6.2.4 Enregistrement des plaintes

Le Projet mettra en place un registre des plaintes. L'existence de ce registre et les conditions d'accès (où il est disponible, quand on peut accéder aux agents chargés d'enregistrer les plaintes, etc...) seront largement diffusées aux populations affectées dans le cadre des activités de consultation et d'information (voir Tableau 4 ci-dessus).

Les plaintes seront enregistrées de la manière suivante :

- Au centre d'information ouvert par NWM (voir ci-dessus Tableau 4) ;
- Par voie électronique à partir du site web de NWM (formulaire et modalités de traitement à mettre en place en liaison avec le gestionnaire du site).

L'annexe 1 présente un modèle de fiche de plainte. Un rapport de suivi de l'enregistrement des plaintes sera produit à l'attention de la direction de NWM et des prêteurs.

6.2.5 Comité de médiation

En vue de traiter les plaintes et litiges qui ne pourraient être résolus par le premier « étage » d'examen et de traitement (voir Figure 7 ci-dessus), NWM mettra en place un processus de médiation adapté au cas par cas. Un comité de médiation provisoire sera alors établi comprenant des personnes indépendantes et impartiales parmi les catégories suivantes :

- Un représentant de l'Administration territoriale (autorité locale) ;
- Un représentant des communes concernées ;
- Trois à cinq représentants des populations, incluant des représentantes des femmes, choisis parmi les organisations communautaires de base, les anciens, les autorités traditionnelles ou religieuses.

Le comité de médiation provisoire sera constitué de personnes ayant la confiance des différentes parties prenantes de la plainte ou du litige en question. Les réunions de ce comité de médiation feront l'objet de procès-verbaux et NWM en assurera le secrétariat.

6.2.6 Procédure de traitement des plaintes

Après qu'une plainte ou litige ait été enregistrée, NWM préparera les éléments techniques (par exemple compensation proposée, liste des entretiens ou réunions tenues avec le plaignant, motif exact du litige, etc...) pour le Comité de Médiation. Le ou les plaignants seront convoqués devant le comité de médiation, qui tentera de proposer une solution acceptable pour les deux parties (NWM et plaignant). Le cas échéant, d'autres réunions seront organisées, et le comité pourra désigner un de ses membres pour poursuivre l'arbitrage dans un cadre moins formel que les réunions mensuelles.

L'accord éventuel sera sanctionné par un protocole signé des parties et dont le président du Comité de Médiation se portera garant en signant également.

7. MISE EN OEUVRE DU PLAN DE PARTICIPATION DES PARTIES PRENANTES

7.1 Responsabilités

NWM est responsable de la mise en œuvre du présent plan et affectera les moyens nécessaires aux différentes phases du Projet.

NWM associe les autorités locales (notamment services du Gouverneur de Nador, conseils communaux des communes rurales voisines du Projet) à la mise en œuvre du présent plan, notamment aux activités d'information et de consultation publique et aux actions relatives à l'expropriation, en conformité avec la réglementation marocaine et les dispositions du présent plan.

7.2 Moyens

NWM affectera avant le début des travaux un agent de liaison communautaire, de préférence recruté localement et maîtrisant le dialecte de la zone, au bureau d'information à ouvrir à laazzanene. Cet agent assurera, sous la responsabilité de NWM, les activités suivantes :

- Organisation des actions d'information et de consultation menées localement ;
- Liaison avec les conseils communaux de laazzanene et Amejjaou ;
- Gestion des plaintes selon les modalités décrites au chapitre 6 ci-dessus ;
- Préparation de rapports mensuels pour la direction (actions d'information et de consultation, et plaintes et litiges).

Comme indiqué au chapitre 5 ci-dessus, le bureau d'information de laazzanene sera ouvert dans les bureaux de l'administration communale et sera doté des moyens suivants :

- Petit mobilier et équipement de bureau ;
- Ordinateur avec liaison internet ;
- Ligne téléphonique séparée (cellulaire ou fixe) ;
- Panneau d'affichage.

Lorsque les bureaux définitifs de NWM dans la zone du Projet seront achevés, le centre d'information sera transféré dans ces bureaux.

7.3 Suivi et rapports

Outre les rapports mensuels à finalité interne produits par l'agent de liaison communautaire, NWM intégrera les points suivants dans le rapport annuel de suivi environnemental et social destiné à la BERD (non publié) :

- Principales actions de consultation et d'information menées dans l'année ;
- Fonctionnement du bureau d'information et ressources allouées à la consultation et à l'information ;
- Eléments concernant le site web de NWM (documents disponibles et fiche de contact) ;
- Eléments concernant les plaintes et litiges :
 - Classification des plaintes (environnement, emploi, acquisition des terres et compensation, information, autres) ;
 - Nombre de plaintes ouvertes dans la période et classification de ces plaintes ;
 - Nombre de plaintes fermées dans la période à la satisfaction du plaignant ;

- Nombre de plaintes restant ouvertes (en cours d'examen soit en interne soit par le comité de médiation) ;
- Délai moyen de résolution des plaintes.

7.4 Actualisation du présent plan

Si nécessaire, le présent plan pourra être actualisé pour tenir compte de l'évolution du projet et le cas échéant pour présenter certaines actions nouvelles. Dans ce cas, la version révisée du plan sera communiquée à la BERD pour examen.

www.aujourd'hui.ma
N°3238 - Lundi 1er septembre 2014

<p>حدد مبلغ الضمان المؤقت في مبلغ عشرون ألف درهم 20.000,00 درهم. تقدير كلفة الأعمال 200.000,00 درهم. يجب أن يكون كل من محتوى وتقديم ملفات المتنافسين مطابقين لمقتضيات المواد 27-31 من المرسوم رقم 349-12-2 الصادر في 8 جمادى الأولى 1434 (2013/03/20).</p> <p>ويمكن للمتنافسين:</p> <ul style="list-style-type: none"> • إما إيداع أظرفتهم مقابل وصل، بمكتب رئيس الجماعة القروية لأوطابوعيان. • إما إرسالها عن طريق البريد المضمون بإفادة الاستلام إلى المكتب المذكور. • إما تسليمها مباشرة لرئيس مكتب طلب العروض عند بداية الجلسة وقبل فتح الأظرفة. <p>إن الوثائق المثبتة الواجب الإدلاء بها هي تلك المقررة في المادة الرابعة من نظام الاستشارة.</p>	<p>بما إرسائها عن طريق البريد المضمون بإفادة الاستلام إلى المكتب المذكور.</p> <p>• إما تسليمها مباشرة لرئيس مكتب طلب العروض عند بداية الجلسة وقبل فتح الأظرفة.</p> <p>إن الوثائق المثبتة الواجب الإدلاء بها هي تلك المقررة في المادة الرابعة من نظام الاستشارة.</p>	<p>السيد رئيس جماعة إعرانن عضوا</p> <p>السيد المنوب الإقليمي للمكتب الوطني للسيد البحري عضوا.</p> <p>السيد المنوب الإقليمي للشؤون البحرية عضوا.</p> <p>السيد المنوب الإقليمي للتجارة والصناعة والخدمات عضوا</p> <p>السيدة الممثلة الجهوية لقطاع البيئة بالناظور عضوا.</p> <p>السيد المدير الإقليمي للبيئة التحتية والنقل والخدمات اللوجيستية عضوا</p> <p>السيد ممثل وكالة الحوض المائي للموية وجدة عضوا</p> <p>المدير الإقليمي للمياه والغابات عضوا</p> <p>السيد المدير الإقليمي للطاقة والمناجم عضوا</p> <p>السيد مدير الوكالة الحضرية بالناظور عضوا.</p> <p>السيد ممثل مصلحة البيئة بكتابة العامة لعمالة الناظور عضوا.</p> <p>الفصل الخامس:</p> <p>مباشرة بعد انصرام مدة البحث العمومي يغلق رئيس اللجنة السجل أو السجلات المخصصة لهذا الغرض ويعقد اجتماعا مع أعضاء اللجنة المذكورة بعد توقيعهم على السجلات.</p> <p>تحرر اللجنة تقريرها متضمنا ملخصا عن ملاحظات ومقترحات السكان حول المشروع ويوجه الملف تحت إشراف السيد عامل إقليم الناظور إلى السيد والي الجهة الشرقية عامل عمالة وجدة انكاد بصفته رئيسا للجنة الجهوية لدراسة التأثير على البيئة داخل أجل ثانية 08 أيام ابتداء من تاريخ إغلاق البحث العمومي.</p> <p>الفصل السادس: «إمضاء وتوقيع»</p> <p>يعد بتنفيذ هذا القرار إلى رئيس اللجنة المحلية المكلفة بتنظيم البحث العمومي للمشروع المتواجد داخل نفوذه الترابي.</p>	<p>1993.</p> <ul style="list-style-type: none"> • بناء على القانون رقم 79-00 المتعلق بتنظيم المعاملات والأقاليم الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1-02-269 الصادر في 25 رجب 1423 الموافق 03 أكتوبر 2002. • بناء على الظهير الشريف رقم 02-297-01 الصادر في 25 رجب 1423 الموافق 13 أكتوبر 2002 بتنفيذ القانون رقم 78 المتعلق بالميثاق الجماعي. • مبناء على الظهير الشريف رقم 1-03-59 الصادر في 10 ربيع الأول 1424 الموافق 12 ماي 2003 بتنفيذ القانون رقم 3-11 المتعلق بحماية واستصلاح البيئة. • مبناء على القانون رقم 12-03 المتعلق بدراسة التأثير على البيئة الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1-03-60 بتاريخ 10 ربيع الأول 1424 الموافق 12 ماي 2003. • مبناء على القانون رقم 13-03 المتعلق بمكافحة تلوث الهواء الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1-03-61 بتاريخ 10 ربيع الأول 1424 الموافق 12 ماي 2003. • مبناء على المرسوم رقم 564-04-02 الصادر في 05 ذي القعدة 1429 الموافق 04 نوفمبر 2008 المتعلق بتحديد كيفية تنظيم إجراء البحث العمومي المتعلق بالمشاريع الخاضعة لدراسة التأثير على البيئة. • بناء على الدورية الوزارية المشتركة رقم D1998 الصادرة بتاريخ 17 مارس 2009 بين وزارة الداخلية وكتابة الدولة لدى وزارة الطاقة والمعادن والماء والبيئة المتعلقة بتفعيل المراسيم التطبيقية للقانون 12-03 المتعلق بدراسات التأثير على البيئة. • مبناء على دورية السيد وزير الداخلية رقم: 17-204 الصادر بتاريخ 1 ديسمبر 2013 المتعلقة بإحداث مجال رقم: 19 الخاص بدراسة التأثير على البيئة المنشور بالجريدة الرسمية عدد 6176 بتاريخ 8 غشت 2013. • مبناء على رسالة السيدة رئيسة المصلحة الجهوية للبيئة للجهة الشرقية عدد: RO/EP/255 بتاريخ 25 يوليوز 2014 المتعلقة بإخضاع ملف مشروع إنجاز ميناء الناظور غرب المتوسط بجماعة إعرانن القديم به من طرف شركة «NADOR-WEST MED».
<p>في يوم الخميس 25 شتنبر 2014 على الساعة التاسعة والنصف صباحا سيتم في قاعة الاجتماعات (مقر الولاية) فتح الأظرفة المتعلقة بطلب العروض. أثمان خاص بشراء عتاد معلوماتية. يمكن سحب ملف طلب العروض بصحبة الصفقات التابعة للجماعة الحضرية للدار البيضاء. قسم تدبير الميزانية الإدارة الجبائية الجماعة. الكاتبة ب 205-203 شارع المقاومة الدار البيضاء. ويمكن كذلك تحميله إلكترونيا من بوابة صفقات الدولة www.marchespublics.gov.ma</p> <p>حدد مبلغ الضمان المؤقت: عشرة آلاف درهم (10.000,00).</p> <p>كلفة تقدير الأعمال محددة في: سبع مائة وإثنان وأربعون ألف ومائتان وخمسون درهما وأربعون سنتيما (742.250,40).</p> <p>يجب أن يكون كل من محتوى وتقديم وإيداع ملفات المتنافسين مطابقا لمقتضيات المواد 27 و 29 و 31 من المرسوم رقم 349-12-2 الصادر في 8 جمادى الأولى 1434 (20 مارس 2013) المتعلق بالصفقات العمومية.</p> <p>• ويمكن للمتنافسين:</p> <ul style="list-style-type: none"> • إما إرسال أظرفتهم عن طريق البريد 	<p>في يوم الثلاثاء 30 شتنبر 2014 على الساعة الثانية بعد الزوال سيتم في مكتب رئيس جماعة أوطابوعيان فتح الأظرفة المتعلقة بطلب العروض بعروض أثمان لأجل:</p> <p>الإصلاحات والأشغال الكبرى لصيانة مراب للسيارات بغطاء حديدي بجماعة أوطابوعيان.</p> <p>يمكن سحب ملف طلب العروض من مكتب رئيس المجلس الجماعي لأوطابوعيان. ويمكن كذلك نقله إلكترونيا من بوابة صفقات الدولة www.marchespublics.gov.ma</p> <p>حدد مبلغ الضمان المؤقت في مبلغ سبعة آلاف درهم 7.000,00 درهم. تقدير كلفة الأعمال 380.000,00 درهم. يجب أن يكون كل من محتوى وتقديم ملفات المتنافسين مطابقين لمقتضيات المواد 27-31 من المرسوم رقم 349-12-2 الصادر في 8 جمادى الأولى 1434 (2013/03/20).</p> <p>ويمكن للمتنافسين:</p> <ul style="list-style-type: none"> • إما إيداع أظرفتهم مقابل وصل، بمكتب رئيس الجماعة القروية لأوطابوعيان. • إما إرسالها عن طريق البريد المضمون بإفادة الاستلام إلى المكتب المذكور. • إما تسليمها مباشرة لرئيس مكتب طلب العروض عند بداية الجلسة وقبل فتح الأظرفة. <p>إن الوثائق المثبتة الواجب الإدلاء بها هي تلك المقررة في المادة الرابعة من نظام الاستشارة.</p>	<p>السيد رئيس جماعة إعرانن عضوا</p> <p>السيد المنوب الإقليمي للمكتب الوطني للسيد البحري عضوا.</p> <p>السيد المنوب الإقليمي للشؤون البحرية عضوا.</p> <p>السيد المنوب الإقليمي للتجارة والصناعة والخدمات عضوا</p> <p>السيدة الممثلة الجهوية لقطاع البيئة بالناظور عضوا.</p> <p>السيد المدير الإقليمي للبيئة التحتية والنقل والخدمات اللوجيستية عضوا</p> <p>السيد ممثل وكالة الحوض المائي للموية وجدة عضوا</p> <p>المدير الإقليمي للمياه والغابات عضوا</p> <p>السيد المدير الإقليمي للطاقة والمناجم عضوا</p> <p>السيد مدير الوكالة الحضرية بالناظور عضوا.</p> <p>السيد ممثل مصلحة البيئة بكتابة العامة لعمالة الناظور عضوا.</p> <p>الفصل الخامس:</p> <p>مباشرة بعد انصرام مدة البحث العمومي يغلق رئيس اللجنة السجل أو السجلات المخصصة لهذا الغرض ويعقد اجتماعا مع أعضاء اللجنة المذكورة بعد توقيعهم على السجلات.</p> <p>تحرر اللجنة تقريرها متضمنا ملخصا عن ملاحظات ومقترحات السكان حول المشروع ويوجه الملف تحت إشراف السيد عامل إقليم الناظور إلى السيد والي الجهة الشرقية عامل عمالة وجدة انكاد بصفته رئيسا للجنة الجهوية لدراسة التأثير على البيئة داخل أجل ثانية 08 أيام ابتداء من تاريخ إغلاق البحث العمومي.</p> <p>الفصل السادس: «إمضاء وتوقيع»</p> <p>يعد بتنفيذ هذا القرار إلى رئيس اللجنة المحلية المكلفة بتنظيم البحث العمومي للمشروع المتواجد داخل نفوذه الترابي.</p>	<p>1993.</p> <ul style="list-style-type: none"> • بناء على القانون رقم 79-00 المتعلق بتنظيم المعاملات والأقاليم الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1-02-269 الصادر في 25 رجب 1423 الموافق 03 أكتوبر 2002. • بناء على الظهير الشريف رقم 02-297-01 الصادر في 25 رجب 1423 الموافق 13 أكتوبر 2002 بتنفيذ القانون رقم 78 المتعلق بالميثاق الجماعي. • مبناء على الظهير الشريف رقم 1-03-59 الصادر في 10 ربيع الأول 1424 الموافق 12 ماي 2003 بتنفيذ القانون رقم 3-11 المتعلق بحماية واستصلاح البيئة. • مبناء على القانون رقم 12-03 المتعلق بدراسة التأثير على البيئة الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1-03-60 بتاريخ 10 ربيع الأول 1424 الموافق 12 ماي 2003. • مبناء على القانون رقم 13-03 المتعلق بمكافحة تلوث الهواء الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1-03-61 بتاريخ 10 ربيع الأول 1424 الموافق 12 ماي 2003. • مبناء على المرسوم رقم 564-04-02 الصادر في 05 ذي القعدة 1429 الموافق 04 نوفمبر 2008 المتعلق بتحديد كيفية تنظيم إجراء البحث العمومي المتعلق بالمشاريع الخاضعة لدراسة التأثير على البيئة. • بناء على الدورية الوزارية المشتركة رقم D1998 الصادرة بتاريخ 17 مارس 2009 بين وزارة الداخلية وكتابة الدولة لدى وزارة الطاقة والمعادن والماء والبيئة المتعلقة بتفعيل المراسيم التطبيقية للقانون 12-03 المتعلق بدراسات التأثير على البيئة. • مبناء على دورية السيد وزير الداخلية رقم: 17-204 الصادر بتاريخ 1 ديسمبر 2013 المتعلقة بإحداث مجال رقم: 19 الخاص بدراسة التأثير على البيئة المنشور بالجريدة الرسمية عدد 6176 بتاريخ 8 غشت 2013. • مبناء على رسالة السيدة رئيسة المصلحة الجهوية للبيئة للجهة الشرقية عدد: RO/EP/255 بتاريخ 25 يوليوز 2014 المتعلقة بإخضاع ملف مشروع إنجاز ميناء الناظور غرب المتوسط بجماعة إعرانن القديم به من طرف شركة «NADOR-WEST MED». <p>يقرر ما يلي:</p> <p>الفصل الأول:</p> <p>يفتح بحث عمومي يوم الثلاثاء 16 شتنبر 2014 بالجماعة القروية إعرانن يتعلق بدراسة التأثير على البيئة مشروع إنجاز ميناء الناظور غرب</p>

المملكة المغربية

ANNEXE 2 – PROCES-VERBAL DE LA COMMISSION LOCALE DE L'ENVIRONNEMENT CHARGÉE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Ministre de l'Équipement et du Transport
et de la Logistique

المملكة المغربية
Royaume du Maroc



وزارة التجهيز والنقل واللوجستيك


REF: DPETL_3602_SECT_BE/804/2426/14

DATE : _____

EXPEDITEUR : Le directeur provincial de l'Equipement et de transport et de la Logistique – Nador -

DESTINATAIRE : Le directeur Général de la Société Nador West Med - Rabat -

OBJET : Réunion de la commission locale de l'environnement chargée de l'enquête publique relative au projet de construction du Nouveau Port Nador West Med

BORDEREAU D'ENVOI		
DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
Procès-Verbal de la réunion de la commission Provinciale de L'Environnement	01 x 01 Exp	<p>« Transmis pour toutes fins Utiles »</p> <p><i>Le Directeur Provinciale de l'Equipement et Du Transport et de la Logistique de Nador</i></p>  <p>BOUABID Jamal</p>



Direction Provinciale de l'Équipement et du Transport et de La logistique de Nador
 Adresse : Nador Bd Prince Sidi Med
 Tél : +212 660 192 259 / +212 679 823 568 Fax : +212 536 606 387 Internet : dpe.nador@mtnpn.gov.ma

المملكة المغربية
وزارة الداخلية
عمالة إقليم الناظور
دائرة قلعية
بيادة بني شيكر وبني بوغافر

تقرير اللجنة المحلية المكلفة بالبحث العمومي المتعلق بمشروع تشديد ميناء الناظور غرب المتوسط بالجماعة القروية لإعزائن

- بناء على الظهير الشريف رقم 1.03.60 الصادر في 10 ربيع الأول 1424 (12 ماي 2003) بتنفيذ القانون رقم 12.03 المتعلق بدراسة التأثير على البيئة و لاسيما المواد 9 و 10 و 12 منه .
- بناء على المرسوم رقم : 02.04.564 الصادر في 05 من ذي القعدة 1429 (4 نونبر 2008) بتحديد كيفيات تنظيم إجراء البحث العمومي المتعلق بالمشاريع الخاضعة لدراسة التأثير على البيئة و لاسيما المواد 3 و 4 و 5 و 6 و 7 و 8 و 9 منه .
- بناء على قرار السيد عامل إقليم الناظور رقم 19 الصادر بتاريخ 27 أغسطس 2014 القاضي بفتح البحث العمومي المتعلق بمشروع تشديد ميناء الناظور غرب المتوسط بالجماعة القروية لإعزائن .
- بناء على مراسلة السيد قائد بني شيكر و بني بوغافر عدد 456 بتاريخ 23 أكتوبر 2014 المتعلقة باستدعاء أعضاء اللجنة المحلية المكلفة بالبحث العمومي المتعلق بالمشروع المذكور .

اجتمعت اللجنة المذكورة بمقر جماعة إعزائن يومه الإثنين 27 أكتوبر 2014 على الساعة العاشرة صباحا و المكونة من السادة :

- هشام يشسو : قائد بني شيكر و بني بوغافر
- محمد أبركان : النائب الأول لرئيس جماعة إعزائن
- الحسين الرفيقي : ممثل مصلحة البيئة بعمالة الناظور
- بوشري وجيدي : ممثلة المصلحة الجهوية للبيئة بالناظور
- عبد الصمد وفلاح : الوكالة الخضرية بالناظور
- الحسن المعاش : مندوبية الصيد البحري بالناظور
- محمد عثمان : المكتب الوطني للصيد
- عبد القادر أجا : ممثل المديرية الإقليمية للتجهيز والنقل و اللوجستيك بالناظور .
- رشيدة كريبلة : ممثلة المديرية الإقليمية للطاقة و المعادن بالناظور
- نصر الدين مبارك : المندوب الإقليمي للتجارة و الصناعة بالناظور
- محمد الزهني : المندوبية الإقليمية للمياه والغابات بالناظور .

و بعد اطلاع اللجنة على سجل الملاحظات تبين أنه تم تسجيل 31 ملاحظة من طرف الساكنة و المتمثلة في النقاط التالية:

- تساؤلات الساكنة حول مصير العقارات المتواجدة داخل حدود المشروع .
- تساؤلات الساكنة حول تأثير المشروع و لاسيما المواد النفطية على البيئة و الصحة .
- تساؤلات الساكنة حول مصير القطع الفلاحية المغروسة بأنواع مختلفة من الأشجار المثمرة .
- تساؤلات الساكنة حول تأثير المشروع على المجال السياحي بالجماعة .

التوقيعات

ممثّل قسم التعمير و البيئة بالعمالة

الجماعة القروية لإعزانن

قائد قيادة بني شيكر و بني بوغافر

ممثّل الوكالة الحضرية بالناظور

ممثّل مندوبية الصيد البحري

ممثلة المصلحة الجهوية للبيئة

ممثّل المديرية الإقليمية للتجهيز والنقل و اللوجستيك بالناظور

ممثّل المكتب الوطني للصيد

المندوب الإقليمي للتجارة و الصناعة بالناظور

ممثلة المديرية الإقليمية للطاقة و المعادن بالناظور

المندوبية الإقليمية للمياه والغابات بالناظور

ANNEXE 3 – VISITE ROYALE DU 3 DECEMBRE 2012 – SIGNATURE DES QUATRE CONVENTIONS REGISSANT LE PROJET – COMMUNIQUE DE PRESSE DE NWM

COMMUNIQUE DE PRESSE

Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'assiste, a présidé, le mardi 4 décembre 2012 à la commune rurale de IAZZANENE, province de Nador, la cérémonie de présentation du projet du port énergétique et divers du complexe portuaire Nador West Med et de signature des conventions relatives à la réalisation du projet.

A cette occasion, le Ministre de l'Équipement et du Transport, Monsieur Aziz RABBAH, a présenté devant le Souverain les grandes lignes de la stratégie portuaire nationale à l'horizon 2030 avec un Focus sur le projet du complexe portuaire Nador West Med.

Cette stratégie qui permettra de disposer de ports performants, catalyseurs de la compétitivité de l'économie nationale, moteurs du développement régional du territoire et acteurs incontournables dans le positionnement du Maroc comme plateforme logistique du bassin méditerranéen, a conduit à définir six pôles portuaires, chacun ayant une vocation bien définie :

- Le pôle de l'Oriental, tourné vers l'Europe et la Méditerranée et notamment le Maghreb.
- Le pôle du Nord-Ouest, porte du Détroit, avec Tanger.
- Le pôle de Kénitra-Casablanca qui regroupe notamment les deux ports de Mohammedia et de Casablanca.
- Le pôle Abda – Doukkala, centre de l'industrie lourde, avec El Jorf Lasfar et Safi.
- Le pôle du Souss – Tensift, avec le complexe portuaire d'Agadir.
- Et enfin, le pôle des Ports du Sud, regroupant les trois ports de Tan-Tan, Laâyoune et Dakhla.

Le coût de l'investissement en infrastructures portuaires sur la période 2012-2030 est estimé à 60 milliards de dirhams dont le financement est prévu être réalisé par l'Etat, les agences portuaires et les opérateurs du secteur dans le cadre de concessions et/ou de partenariats publics privés.

Le complexe portuaire Nador West Med sera réalisé dans la baie de Betoja, située au niveau de l'estuaire de l'oued Kert à 30 km à l'ouest de Nador. Ce site présente des avantages multiples : une exposition clémente aux houles, des conditions topographiques et bathymétriques favorables ainsi qu'un emplacement privilégié sur les routes maritimes.

Le projet, dans sa phase initiale, sera constitué d'un port en eau profonde comportant des terminaux dédiés aux produits pétroliers et au vrac et marchandises diverses. Les investissements projetés consistent en :

- la réalisation des travaux de dragage et de déroctage du bassin portuaire et du chenal d'accès au port ;
- la construction d'une digue principale d'environ 3.080 ml et d'une digue secondaire d'environ 730ml ;
- la réalisation de deux postes allant jusqu'à -16,5 m/zh de tirant d'eau dédiés aux produits pétroliers raffinés avec une capacité globale de traitement d'environ 15 millions de tonnes par an ;
- la réalisation d'un poste de 320 ml avec un tirant d'eau de -16,5 m/zh dédié à l'accostage des navires charbonniers avec une capacité globale de traitement d'environ 6,5 millions de tonnes par an ;
- la réalisation d'un quai d'environ 750 ml allant jusqu'à -12,50 m/zh de tirant d'eau dédié à l'accostage des navires de vrac et de divers avec une capacité globale de traitement d'environ 1,5 million de tonnes par an ;

- la réalisation d'un port de servitude.

Le coût prévisionnel de cette phase dont le délai de réalisation est de 5 ans, s'élève à 5,9 milliards de Dirhams à financer par des contributions de l'Etat à hauteur de 1,6 milliard DH, du Fond Hassan II pour le développement économique et social pour un montant de un milliard DH, 100 millions de dirhams pour TMSA Holding SA.. et à travers des emprunts et des partenariats publics privés à hauteur de 3,2 milliards DH.

La deuxième phase consistera en la réalisation de nouveaux ouvrages d'accostage, notamment deux postes allant jusqu'à -20 m/zh de tirant d'eau dédiés au pétrole brut avec une capacité globale de traitement d'environ 20 millions de tonnes par an. Le coût relatif à cette extension est estimé à 1,6 milliard DH.

Outre la contribution au développement de la région de l'Oriental et l'attraction des investissements privés nationaux et étrangers ainsi que la création de l'emploi que ce soit au niveau de la phase des travaux ou dans sa phase opérationnelle, la réalisation de ce projet permettra de définir la nouvelle vocation de l'actuel port de Nador Beni Ensar en l'orientant vers des activités qui s'insèrent dans le projet de développement de la lagune de Marchica à savoir la pêche, la plaisance et le transport des passagers avec un transfert progressif des autres activités commerciales vers le port énergétique et divers de Nador West Med. Le nouveau port permettra également d'augmenter l'offre portuaire du Royaume, de sécuriser l'approvisionnement en produits énergétiques et de renforcer le trafic maritime national.

Le souverain, que Dieu l'assiste, a présidé également la cérémonie de signature de quatre conventions relatives à la réalisation du complexe portuaire Nador West Med, à savoir :

- 1- la convention cadre relative à la réalisation, la gestion et l'exploitation du complexe portuaire intégré, industriel, énergétique et commercial Nador West Med, signée par MM Nabil BENABDELLAH ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Politique de la Ville, Aziz RABBAH ministre de l'Equipeement et du Transport, Abdelkader AAMARA ministre de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles Technologies, Charki Draiss ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur, Idriss Azami Al Idrissi ministre délégué auprès du ministre de l'Economie et des Finances chargé du budget, Abdeladim LHAFI le haut commissaire des Eaux et Forêts et de la lutte contre la désertification et Mehdi TAZI-RIFFI directeur général de la Société Nador West Med.
- 2- la convention relative au financement du port énergétique et divers du complexe Nador West Med, signée par MM Aziz RABBAH ministre de l'Equipeement et du Transport, Idriss Azami Al Idrissi ministre délégué auprès du ministre de l'Economie et des Finances chargé du budget, Abdelouahed KABBAJ président du directoire du Fonds Hassan II pour le développement économique et social, Nadia LARAKI directrice générale de l'Agence Nationale des Ports, Mohamed HASSAD président directeur général de TMSA HOLDING SA et Mehdi Tazi-Riffi directeur général de la Société Nador West Med SA.
- 3- la convention de concession de gestion du port de Nador West Med à la Société Nador West Med SA, signée par Mme Nadia LARAKI directrice générale de l'Agence Nationale des Ports et Mr Mehdi Tazi-Riffi directeur général de la Société Nador West Med SA
- 4- la convention pour l'aménagement, le développement, la promotion, la commercialisation et la gestion de la zone franche de Betoya, signée par MM Abdelkader AAMARA ministre de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles Technologies, Idriss Azami Al Idrissi ministre délégué auprès du ministre de l'Economie et des Finances chargé du budget, et Mehdi Tazi-Riffi directeur général de la Société Nador West Med SA.

ANNEXE 4 – MODELE DE COMPTE-RENDU DE REUNION

Date :

Lieu :

Participants Projet :

-
-
-

Autres participants (nom, prénom, fonction) :
total :

Nombre

-
-
-
-
-
-

Objectif réunion et ordre du jour :

-

Points et questions évoqués par le Projet :

-

Points et questions soulevés par les participants :

-

Actions à prévoir suite à la réunion :

-

Etabli par :

Date :

ANNEXE 5 – MODELE DE FICHE DE PLAINTE

Date ouverture plainte :

Etabli par :

Plaignant :

Nom, prénom :

Localité de résidence :

N° ménage :

Motif de la plainte (description détaillée de la version présentée par le plaignant) :

Plainte allouée pour résolution à :

Suivi de la plainte (description détaillée des actions prises) :

Proposition de résolution :

Résolution acceptée : OUI / NON

Date :